

SALARIÉ·E·S EN EMPLOI OU AU CHÔMAGE



S'UNIR FACE À LA DÉMOLITION SOCIALE

Dossier

**SIDA: AGIR
ET LE VAINCRE
D'ICI 2030?**

Pages 6 et 7

ÉDITO

**Chez ces gens-là,
on triche**
Page 2

**PREMIER PLAN
COP27. Une victoire
du capital fossile**
Page 2

**ACTU INTERNATIONALE
USA. Les fusillades de
masse ont une chose en
commun: les armes à feu**
Page 4

**Turquie. Offensive
militaire antikurde à
l'approche des élections**
Page 5

**LIBRE EXPRESSION
Entretien avec Marion
du NPA de l'Orne (61)
au sujet de la chasse**
Page 12

**JOURNÉE INTERNATIONALE
DES MIGRANT·E·S**

**CONTRE
DARMANIN ET
SON MONDE**

**MANIFESTONS
LE 18 DÉCEMBRE**



édito

Par JULIEN SALINGUE

Chez ces gens-là, on triche

Caroline Cayeux, désormais ex-ministre des Collectivités territoriales, a donc présenté sa démission le 28 novembre. De toute évidence, ses petits démêlés avec la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) ont convaincu Macron et les siens qu'il était temps de l'exfiltrer d'un gouvernement au sein duquel les ennuis de ce genre volent en escadrille.

Il y a deux semaines, on apprenait ainsi qu'Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique, avait permis à son père de verser une forte somme d'argent sentant le pétrole et les paradis fiscaux à ses petits-enfants, tout en contournant toute forme de droit de succession. Et l'on n'oublie pas les figures de la Macronie sous le coup d'une enquête, voire d'une mise en examen (de Dupond-Moretti à Kohler en passant par Darmanin, Lecornu ou encore Dussopt). Macron lui-même n'est pas épargné : on a récemment appris que deux informations judiciaires avaient été ouvertes contre lui, une pour des soupçons de financement illégal des campagnes électorales de 2017 et 2022, l'autre pour favoritisme et recel de favoritisme. Dans les deux cas, on retrouve l'ombre du cabinet de conseil McKinsey, qui a bénéficié sous l'ère Macron de contrats faramineux, lesquels ne manquent pas d'interroger le Parquet national financier. Et l'on pourrait continuer la liste, pour arriver au même constat : la « start-up nation » est gangrenée par les conflits d'intérêts, les petits arrangements financiers entre amis et la mise à disposition des moyens de l'État pour le secteur privé. Ces « affaires » ne sont pas un accident, mais illustrent en réalité la philosophie (et la pratique) même du néolibéralisme autoritaire, où tous les coups sont permis tant que cela bénéficie aux grands groupes capitalistes et à ceux qui leur donnent des coups de main depuis des positions gouvernementales. Caroline Cayeux, qui s'était illustrée l'été dernier par des propos homophobes et avait alors scandaleusement bénéficié de la solidarité gouvernementale, joue probablement cette fois-ci un rôle de fusible au sein d'un gouvernement qui collectionne les affaires judiciaires et financières tout en prétendant donner des leçons de morale et de « sobriété » à la population. On ne la regrettera pas, mais on sait que c'est de l'ensemble des « ces gens-là » qu'il va falloir se débarrasser, pour prendre vraiment nos affaires en mains et faire fonctionner cette société dans l'intérêt du plus grand nombre.

BIEN DIT

La gestion policière et judiciaire de l'accueil [des migrantEs] qu'implique le placement en zone d'attente se révélant radicalement incompatible avec le respect des obligations internationales de la France, il n'y a pas d'autre solution — sauf à rejeter à la mer les prochains contingents d'hommes, de femmes et d'enfants en quête de protection — que de renoncer à toute forme d'enfermement à la frontière.

Tribune collective, liberation.fr,
27 novembre 2022.

À la Une

« RÉFORME » DE L'ASSURANCE CHÔMAGE

Faire face à la démolition sociale

La contre-réforme de l'assurance chômage devrait entrer en vigueur à partir du 1^{er} février 2023. Il s'agit d'une nouvelle attaque contre nos droits sociaux, menée par un gouvernement déterminé à imposer toujours davantage de « recettes » ultralibérales.

La principale mesure de la réforme de l'assurance chômage du gouvernement Macron consiste à réduire de 25% la durée des droits d'allocation tant que le taux de chômage restera inférieur à 9%. Actuellement officiellement à 7,3%, ce taux de chômage n'avait pas été atteint depuis 2017.

Un nouvel angle d'attaque

À partir du 1^{er} février 2023, via l'application d'un coefficient réducteur de 0,75, les durées maximales d'indemnisation passeront donc à 18, 22,5 et 27 mois¹. Le gouvernement envisage même d'appliquer un coefficient de 0,6 en cas de chômage à 5% qui reviendrait à abaisser à 14 mois la durée d'indemnisation maximum. Cette mesure poursuit et aggrave le décret d'octobre 2021 qui avait modifié le calcul de l'allocation. Après la baisse du montant de l'indemnisation, c'est donc la baisse de sa durée. À l'époque le gouvernement avait bien sûr expliqué que même si le montant journalier baissait, le montant global resterait identique. Résultat : quand le chômage est élevé, on baisse les droits car le régime est déficitaire, quand la situation est au « vert », on baisse les droits aussi.

Restrictions d'accès aux allocations

Il s'agit en outre de refuser l'accès aux allocations en cas d'abandon de poste et de refus de CDI après CDD et intérim. Cette mesure s'inscrit dans un dispositif global visant à contraindre les travailleurEs privés d'emploi à accepter un emploi mal payé et aux conditions de travail dégradées. Ceci accompagne l'augmentation des objectifs de contrôle de la recherche d'emploi, la mise en place de l'expérimentation qui, pour les allocataires du RSA, conditionne le versement du RSA à 15/20 h d'activité, la création de « viviers » regroupant des chômeurEs inscrits dans les métiers « en tension » (santé, action sociale,

transport, restauration). Et pour mettre en œuvre cette politique, la création de France Travail (le nom est en soi tout un programme...) dès 2024.

Un enjeu essentiel du capitalisme

Pour maintenir son niveau de profits, le capitalisme a besoin d'augmenter les contraintes sur les travailleurEs. Le gouvernement s'en donne les moyens et veut en finir avec la gestion du régime d'assurance chômage par les « partenaires sociaux ». Traditionnellement, ceux-ci décidaient des critères d'indemnisation et la convention était en général agréée par le gouvernement. La loi de juillet 2019, pour « la liberté de choisir son avenir professionnel », a marqué une rupture avec une lettre de cadrage imposant des économies sur le dos de chômeurEs et, de fait, une reprise en main des modalités d'indemnisation. Le financement



avait déjà été impacté par la suppression de la part dite salariale des cotisations d'assurance chômage et son transfert à la CSG. L'objectif affiché est d'inscrire la gestion du régime dans la loi de financement de la Sécurité sociale sous la contrainte des objectifs de réduction des déficits et autres priorités budgétaires facilitant les prédatations de la bourgeoisie.

Le capitalisme met les travailleurEs au chômage et refuse de les indemniser

La logique du profit en économie capitaliste crée le chômage, l'armée de réserve, et « en même temps » refuse de mettre en place les conditions permettant l'indemnisation des chômeurEs. Historiquement celle-ci a été d'abord assurée par les caisses de résistance syndicales. Aujourd'hui la multiplication des conditions d'accès et les politiques menées par les différents gouvernements font que ce sont moins

de 40% des chômeurEs qui sont indemnisés. Et le montant moyen est de 982 euros net. On est loin du système parmi les plus « généreux » décrit par Macron. Loin de permettre le « plein emploi », l'objectif réel est à la fois de mettre de force les chômeurEs au travail et de mettre la main sur les 38 milliards d'euros d'allocations versés chaque année.

Reprenre le chemin de la mobilisation

La défense des conditions d'indemnisation des privéEs d'emploi concerne l'ensemble des travailleurEs à l'heure où la proportion de travailleurEs inscrit à Pôle emploi et alternant période de chômage et travail ne cesse d'augmenter (52% à ce jour). Face à cette attaque, c'est peu de dire que la mobilisation n'est pas la hauteur !

Les directions syndicales se sont contentées d'exprimer leur désaccord tout en acceptant de participer aux réunions de « concertation ». Et les associations de chômeurEs ne sont pas pour l'essentiel en capacité de réagir. À tel point que cette année il n'y aura pas de manifestation début décembre quand, l'année dernière, la manifestation parisienne avait rassemblé 200 personnes.

En 2020, face à l'atonie des directions syndicales contre la réforme modifiant les conditions nécessaires à l'ouverture de droit et au changement du mode de calcul, une assemblée générale impulsée par la CGT spectacle avait permis de mobiliser largement et de créer des liens avec des équipes syndicales et des collectifs de précaires. C'est le moment de réactiver ces cadres de mobilisation !

Correspondant

1 – 18 mois comme durée « standard », 22,5 mois pour les chômeurEs âgés de 53 à 55 ans, 27 mois pour les plus de 55 ans.

COP27 Une victoire du capital fossile

La politique climatique du capitalisme vert, avec ses trois volets (mitigation, adaptation, financement) a subi un échec au sommet de Charm el-Sheikh (6-18 novembre 2022). Championne du capitalisme vert, l'Union européenne a failli claquer la porte. En revanche, la COP27 se solde par une victoire du capital fossile¹.

Cette victoire est en premier lieu le résultat du contexte géopolitique créé par la sortie (?) de la pandémie et accentué par la guerre d'agression russe contre le peuple ukrainien. Nous sommes entréEs dans une conjoncture de rivalités inter-impérialistes croissantes et de réarmement tous azimuts. Les guerres, pour ainsi dire, ne sont encore que locales, et toutes ne sont pas encore déclarées, mais la possibilité d'un embrasement hante



tous les responsables capitalistes. Même s'ils ne le souhaitent pas, ils s'y préparent, et cette préparation, paradoxalement, implique à la fois l'accélération du développement des énergies renouvelables et le recours accru aux énergies fossiles, donc un élargissement considérable des possibilités de profit pour les grands groupes capitalistes du charbon, du pétrole, du gaz... et du capital financier qui est derrière.

Sponsoring capitaliste

C'est en deuxième lieu le résultat de la nature même du processus des COP. Depuis Paris, le sponsoring capitaliste de ces sommets a explosé. À Charm el-Sheikh, il semble que la quantité se soit transformée en qualité. Des vingt entreprises sponsors

Un monde à changer

LES SUPERSALAIRES DES GRANDS PATRONS. Inflation ? Vous avez dit « inflation » ? Chez les grands patrons, elle est même galopante, mais ce n'est pas un problème pour eux puisque ce sont leurs salaires qui augmentent. Entre 2019 et 2021, la rémunération totale moyenne des présidents exécutifs des 120 plus grandes sociétés cotées en France (SBF 120) a augmenté de 22%. La rémunération moyenne des seuls patrons du CAC 40 a connu, elle, une hausse de 52% ! Soit une croissance moyenne par président exécutif de 7,9 millions d'euros, l'équivalent annuel de 369 Smic brut.

Des croissances inédites, selon le cabinet

Proxinvest qui analyse ces chiffres depuis quinze ans. Il prend en compte tous les éléments de rémunération : rémunération fixe, bonus annuel, rémunération pluriannuelle de long terme, attribution d'actions valorisées à leur date d'attribution, avantages en nature... Or, tous ces éléments ont explosé l'an dernier. La rémunération fixe moyenne est en hausse de 4,2% et le bonus annuel moyen de 33,6% au sein du CAC 40, alors que la valeur des attributions d'actions gratuites de performance atteint son plus haut historique dans le SBF 120 avec un bond de 39,6%. Le rapport souligne également que c'est « la première fois en 8 ans que la

rémunération moyenne des dirigeants du CAC 40 représente plus de 100 fois la rémunération moyenne des salariés ».

C'est, sans surprise, Carlos Tavarès, directeur général du constructeur automobile Stellantis, qui enregistre la plus forte rémunération en 2021 avec 66,7 millions d'euros. Viennent ensuite Bernard Charlès, directeur général de Dassault Systèmes, avec 44,1 millions d'euros (+ 114%) et Daniel Julien, président directeur général de Teleperformance, leader mondial des centres d'appels entre autres, avec 19,6 millions d'euros (+ 15%). Et si on augmentait nos salaires de 22%, voir de 52% ? En partant bien sûr du revenu médian de 1836 euros. Pas un salaire ne serait en dessous de 2239 euros !

URGENCE SOCIALE ET CLIMATIQUE Des transports en commun gratuits et de qualité !

Attaqué à juste titre sur son inaction climatique, Macron a voulu créer la surprise en déclarant vouloir développer des réseaux express régionaux (RER) dans 10 métropoles. Habituel effet d'annonce, dont on peut douter qu'il ouvrira la voie à des réponses à la hauteur. Nous devons exiger la réouverture des lignes et des gares fermées, le développement massif du ferroviaire et des embauches dignes d'un vrai service public du rail.

Avec la baisse des remises à la pompe de l'État ou de TotalEnergies, les prix des carburants routiers se sont envolés, le gazole dépassant même les deux euros le litre dans certaines stations... Cela grève durablement les porte-monnaie des catégories les plus en difficulté de notre camp social. À cela il faut bien entendu ajouter que les transports représentent plus de 30% des émissions de gaz à effet de serre. Il est donc urgent de réduire le volume des trafics en voitures, d'en diminuer l'usage...

Des trains, des trams, des tram-trains, des trains légers : voilà ce que devrait être une politique pour des transports adaptée. À l'inverse, durant des décennies, avec une grave accélération ces dernières années, le réseau ferroviaire — laissé à l'abandon, mal entretenu voire carrément supprimé, avec la disparition de nombreux emplois — nécessite d'être remis en service. Et il est urgent de financer la gratuité des transports en commun du quotidien au lieu d'augmenter constamment les tarifs, comme le discute actuellement Pécresse pour le pass Navigo

LES SERVICES PUBLICS NE SONT PAS UNE MACHINE À PROFITS



TRANSPORTS COLLECTIFS PUBLICS ET GRATUITS !

et les tickets de métro en région parisienne, ou les billets SNCF qui sont en constante augmentation.

La gratuité, ça marche !

Au Luxembourg, la gratuité totale des trains, bus et tramways existe depuis 2020. En Espagne, contre les effets de l'inflation, le gouvernement a rendu les trains régionaux et de

banlieue gratuits pour les quatre derniers mois de 2022, dans les grandes villes. En Allemagne, un pass transports à 9 euros (pour tous les transports en commun à l'exclusion des trains grandes lignes) a eu un succès énorme, et le bilan est sans appel : économie de 1,8 million de tonnes de CO₂, diminution de la pollution de l'air de 6%, moins de

bouchons routiers dans la plupart des villes et une utilisation plus importante des transports collectifs dans les territoires à faibles revenus. En France une quarantaine de villes ont déjà instauré la gratuité, et d'autres l'ont mise en place les week-ends. Partout, le bilan est le même : lorsque l'offre de transports est adaptée aux besoins de la population et que la gratuité est mise en place, la fréquentation augmente de façon notable. C'est une mesure à la fois d'égalité sociale et de réponse à la crise climatique, mais qui va à l'encontre des intérêts des capitalistes du secteur, tel que Veolia...

Rompre avec le capitalisme

Les agglomérations les plus polluées aux particules fines et autres gaz toxiques instaurent des zones à faible émission (ZFE). Si l'on n'a pas les moyens de changer de véhicule, on peut être discriminé, rejeté des centres-villes. Les aides financières pour acheter des véhicules « propres » sont catastrophiques pour le réchauffement climatique (bilan carbone de la destruction d'un véhicule ancien, construction d'un véhicule neuf), sans compter que les véhicules électriques polluent aussi...

Les capitalistes veulent tirer profit de tout — dépense d'énergie, usage des transports — sur le dos de la grande majorité de la population et de la planète. Exiger des transports en commun nombreux, rapides, de qualité, accessibles, bien raccordés aux autres mobilités, et gratuits, c'est la seule réponse efficace.

CorrespondantEs

Le chiffre

276 698 euros

C'est le montant que Manuel Valls vient d'être condamné à payer, par le Tribunal des Comptes espagnol, en raison d'un financement illégal de sa campagne à Barcelone en 2019 et d'un dépassement du plafond des dépenses. Un nouveau revers pour Valls après sa déroute au premier tour des législatives en juin. On l'avoue : cela ne nous peine guère.



Agenda

Dimanche 4 décembre, projection d'Il nous reste la colère sur la lutte des Ford, Saint-Ouen l'Aumône (95). À 11h15 au cinéma Utopia, place de la mairie. Projection suivie d'une rencontre avec les réalisateurs et Philippe Poutou.

Vendredi 2 décembre, meeting en solidarité avec les manifestations en Iran, Paris. À 18h30, à la Bourse du travail, 3, rue du Château-d'Eau.

Lundi 5 décembre, réunion à l'initiative du Réseau français de solidarité avec l'Ukraine (RESU), Paris. À 18h30, à la Bourse du travail de Paris, salle Hénaff, 29, bd du Temple. Avec Daria Saburova, Xenia Lotus, Edwy Plenel, Bernard Dréano.

Samedi 10 décembre, manifestation pour le retrait des troupes de Poutine d'Ukraine, Paris. À 14h, place du Trocadéro, parvis des Droits de l'Homme, à l'appel de plusieurs organisations politiques et syndicales dont le Réseau européen de solidarité avec l'Ukraine (RESU France)

Samedi 10 décembre, match de football anticapitaliste, Paris. Avec des activistes sans-papiers et des personnalités solidaires, à 11h, stade Maryse-Hilsz, porte de Montreuil.

Dimanche 18 décembre, Journée internationale des migrantEs. À Paris, manifestation à 11h, porte de la Chapelle.

NO COMMENT

Nous comprenons que la commercialisation de ce « jeu » ait pu heurter certains de nos publics. Nous faisons le nécessaire pour qu'il ne soit plus disponible dans les prochaines heures.

Message publié le 28 novembre par la Fnac pour annoncer, sous la pression d'élus RN et de syndicalistes policiers, le retrait de la vente du jeu de société « Antifa », édité par Libertalia.

L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@npa2009.org

Diffusion :
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

Directeur de publication :
Julien Salingue

Secrétaires de rédaction :
Fabienne Brifault, Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148 70 42 21
Mail: rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

de l'événement, deux seulement n'étaient pas liées directement ou indirectement à l'industrie fossile. Les lobbies industriels du charbon, du pétrole est du gaz avaient envoyé plus de 600 délégués à la conférence. Il faut y ajouter les « taupes fossiles » dans les délégations de nombreux États (y compris des représentants des oligarques russes sous sanctions !), pour ne pas parler des délégations officielles composées uniquement de ces « taupes », en particulier celles des pétromonarchies du Moyen-Orient. Toute cette racaille fossile semble avoir changé de tactique : plutôt que de nier le changement climatique, ou son origine « anthropique », ou le rôle du CO₂, l'accent est mis maintenant sur les « fossiles propres » et les technologies de carbon removal. La délégation des Émirats (mille délégués !) a ainsi organisé un side-event (événement en marge du

programme officiel) pour attirer des partenaires à collaborer à un vaste projet de « pétrole vert » consistant (bêtement, car la technologie est connue) à injecter du CO₂ dans les gisements, pour faire sortir davantage de pétrole... dont la combustion produira davantage de CO₂.

À qui la faute ?

Un troisième facteur est intervenu : le rôle de la présidence égyptienne. Lors de la plénière finale, le représentant de l'Arabie saoudite l'a remerciée, au nom de son pays et de la Ligue arabe. La dictature du général Sissi a en effet réussi une double performance : s'imposer comme un pays fréquentable en dépit de la répression féroce de toute opposition, d'une part ; et se faire passer pour le porte-parole des peuples assoiffés de justice climatique, en particulier sur le continent le plus pauvre du

monde... alors même qu'il agissait en fait en connivence avec les plus implacables des exploiters fossiles, tellement riches qu'ils ne savent plus quoi faire de leur fortune. Dans son discours final, le représentant saoudien a ajouté ceci : « Nous voudrions insister sur le fait que la Convention [la convention cadre de l'ONU sur le climat] doit s'occuper des émissions, et pas de l'origine des émissions ». En d'autres termes : laissez-nous exploiter et brûler des combustibles fossiles, inutile de supprimer cette source d'énergie, concentrons-nous sur la manière de retirer le CO₂ de l'atmosphère, en « compensant » les émissions (capture et séquestration géologique, plantations d'arbres, achats de « droits de polluer », etc.). Les Européens pleurnichent et battent leur coulpe : « La possibilité de rester sous 1,5°C devient extrêmement faible et est en train

de disparaître », disent-ils en substance. En effet. Mais à qui la faute ? Il serait trop simple de se défaire sur les autres. En réalité, ces hérauts du capitalisme vert sont pris à leur propre logique néolibérale : ils ne jurent que par le marché ? Eh bien, les fossiles, qui dominent le marché, ont dominé la COP... Personne, cette fois, n'a osé dire, comme d'habitude, que cette COP, « quoique décevante », constituait cependant « un pas en avant ». De fait, deux choses désormais sont claires comme de l'eau de roche : — il n'y aura pas de vrais « pas en avant » sans mesures anticapitalistes et antiproductivistes radicales ; — elles ne sortiront pas des COP, mais des luttes et de leur convergence.

Daniel Tanuro

1 - Extraits de « Victoire fossile à Charm el-Cheikh : il ne reste que la lutte », en ligne sur gaucheanticapitaliste.org.

IRAN Les Kurdes aux avant-postes du soulèvement populaire

Après plus de 70 jours, la mollaharchie ne parvient pas à éteindre la contestation. La répression féroce n'y fait rien. Les manifestations sont importantes et ont lieu dans tout le pays. Retour, dans cet article, sur la situation au Kurdistan.

Les slogans demandant la chute de la dictature théocratique montrent la détermination de la rue. Si la contestation est particulièrement radicale dans les quartiers populaires des grandes villes et les localités alentour, elle l'est davantage encore dans les régions périphériques du Sistan-Baloutchistan et du Kurdistan qui sont à la pointe de la lutte et subissent une répression impitoyable. Dans ces deux régions, c'est à un véritable massacre que se livrent les Gardiens de la révolution.



Manifestation de soutien le 26 novembre à Paris. DR

Une guerre contre la population

Au Kurdistan, certaines villes sont sous occupation militaire. Des blindés circulent jour et nuit dans les localités, des maisons sont attaquées et leurs habitants arrêtés. Les Gardiens de la révolution mènent une véritable guerre contre la population majoritairement kurde. Ils procèdent à des tirs d'artillerie et à la mitrailleuse lourde sur les manifestants qui montent des barricades et ripostent avec des pierres.

Plus de 50 morts ont été recensés depuis le 15 novembre. Ce chiffre est sans doute bien en dessous de la réalité. Les enlèvements et assassinats ciblés se multiplient. Cette guerre engagée par les Gardiens de la révolution pousse les organisations kurdes et les réseaux militants à se coordonner davantage sur le terrain. Un mouvement de grève générale très suivi traverse le Kurdistan, cela se traduit notamment par la fermeture des bazars, des commerces et des unités de production.

La République islamique cherche à diviser la contestation en jouant la carte du nationalisme. Elle pointe du doigt « les puissances étrangères qui poussent à la partition de l'Iran ». Face à cela, la solidarité s'exprime dans tout le pays. Les slogans en soutien à la résistance kurde montent en puissance et expriment l'idée que le soulèvement en cours a un but commun : le renversement du régime. Ces derniers jours, des appels à des grèves ont eu lieu dans différentes villes et secteurs. Il est primordial que le mouvement gréviste puisse se développer et s'installer dans la durée avec une dynamique de grève générale. Cela sera la clé de la victoire face à la dictature théocratique.

Nécessaire solidarité internationale

Dans ce contexte, les forces militantes kurdes repliées en Irak subissent des attaques régulières des Gardiens de la révolution. Par drones et missiles, la République islamique s'en prend notamment aux forces du PDKI (Parti démocratique du Kurdistan d'Iran) ou de Komala. Dans le même temps, la Turquie bombarde les positions kurdes au nord de la Syrie. Tout ceci dans un silence absolu des grandes puissances internationales. Cette complexité avec les régimes de Téhéran et d'Ankara sur le dos des Kurdes d'Iran, d'Irak, de Syrie ou de Turquie n'est pas nouvelle. Elle montre une fois de plus que les peuples de la région ne peuvent et ne doivent compter que sur la solidarité internationale. Les organisations de la gauche radicale, les syndicats et associations démocratiques doivent s'engager dans une campagne internationaliste de soutien au soulèvement populaire en cours.

Babak Kia

USA Les fusillades de masse ont une chose en commun : les armes à feu

Plus de 600 fusillades de masse ont eu lieu aux États-Unis depuis le début de l'année, causant la mort d'au moins 637 personnes.

Le soir, je suis allé avec une partie de ma famille voir la pièce de Tom Stoppard, *Leopoldstadt*, qui traite de l'Holocauste. Après la représentation, alors que nous marchions au milieu de la foule dense sur Broadway en direction du métro, je ne pouvais m'empêcher de penser qu'à tout moment, un homme armé pourrait se mettre à tirer. Il y a eu trois fusillades de ce type au cours des dix derniers jours en Amérique. Il peut s'agir d'un homme en colère et en voulant au monde entier, d'un malade mental ou d'une personne ayant un grief politique ; il y a après tout beaucoup de malades et de personnes en colère dans notre société comme dans n'importe quelle autre. La différence est que dans mon pays, aux États-Unis, cette personne perturbée ou furieuse peut toujours se procurer une arme.

607 fusillades de masse cette année

Durant la semaine précédant les vacances de Thanksgiving, nous avons eu trois fusillades de masse aux États-Unis. La première, à Philadelphie, a impliqué un tireur à bord d'un SUV qui passait par là et qui a tiré sur deux filles de 15 ans et deux garçons de 16 ans qui se trouvaient devant un salon



WIKIMEDIA COMMONS

de beauté et qui ont tous dû être hospitalisés. À Philadelphie, il y a eu 1688 fusillades non mortelles et 435 mortelles depuis le début de l'année. La seconde était une fusillade dans un lieu de rencontre LGBT, le Club Q à Colorado Springs, où le tireur a tué cinq personnes et en a blessé 18 autres. Cet événement a eu lieu un jour avant la journée de commémoration des transgenres qui pleure les personnes trans assassinées, comme certaines des 49 personnes tuées lors du massacre du club Pulse en 2016 à Orlando, en Floride. Le tireur s'est identifié comme étant non-binaire. Enfin, un contremaître de magasin Walmart s'est rendu au travail avec un pistolet récemment acheté et a tué six employés qu'il supervisait, laissant une note disant qu'ils s'étaient moqués de lui. Nous avons eu 607 fusillades de masse cette année, au cours desquelles 3179 personnes ont été visées, et 637 tuées. Parmi elles, 291 étaient des enfants. 638 personnes ont été blessées. Les études les plus exhaustives sur ces fusillades ont montré que la seule chose en

commun entre elles est la disponibilité des armes à feu.

415 millions d'armes à feu pour 331,9 millions d'habitants

Les armes occupent bien sûr une place particulière dans la culture aux États-Unis. Les films de type western sont des films remplis d'armes à feu, et certains incluent des fusillades de masse. Lorsque j'étais enfant, dans les années 1950, en Californie, les gens conduisaient des camionnettes avec des porte-fusils à l'arrière de leur voiture. Ils s'arrêtaient pour tirer sur les panneaux d'autoroute. Aujourd'hui, nous sommes inondés d'armes à feu. Les AméricainEs représentent 4,4% de la population mondiale, mais nous possédons 42% des armes à feu. Nous avons 331,9 millions d'habitants, mais nous avons 415 millions d'armes à feu. Il y a environ 10,3 millions de chasseurs, dont 90% sont des hommes. 20 autres millions sont des tireurs sur cible. Cela signifie que nous avons des dizaines de millions de personnes qui possèdent des armes pour ce qu'ils appellent l'autodéfense. Ces armes sont détenues par des personnes de toute origine et de tout genre. Quelque 34,3% des Blancs possèdent des armes, 28,3% des Hispaniques, 25,4% des Afro-Américains et 19,4% des Asiatiques. À bien des égards, le meurtre de masse semble ainsi être assez démocratique. Des personnes de toute origine et religion peuvent tuer en masse, mais on note que 95% des auteurs sont des hommes et 73% des blancs.

Les conservateurs à l'offensive

Si les propriétaires d'armes à feu sont divers, les défenseurs des armes à feu et les partisans de la déréglementation des armes à feu sont en grande majorité conservateurs. Les États-Unis sont l'un des trois pays (avec le Mexique et le Guatemala) dont les lois stipulent que tout le monde a le droit de posséder une arme, un sentiment d'être dans son bon droit renforcé par les décisions de la Cour suprême. Dans plus de la moitié des États, la loi autorise les gens à porter des armes à feu de manière ostensible. Pendant des décennies, les conservateurs ont soutenu que l'on avait le droit de posséder une arme pour protéger son foyer et sa famille. Aujourd'hui, ils affirment que l'on doit avoir une arme parce qu'elle pourrait être nécessaire pour renverser le gouvernement qu'ils considèrent comme socialiste, anti-américain et anti-blanc. La droite a organisé des centaines de marches où elle porte des armes de poing, des armes d'épaule et des armes automatiques. Lors de la tentative de coup d'État du 6 janvier 2021 au Capitole des États-Unis, les conspirateurs de droite avaient apporté beaucoup d'armes à feu. Le président Joe Biden a demandé des restrictions sur les armes d'assaut. De manière générale, les Socialistes démocratiques d'Amérique (DSA) soutiennent le contrôle des armes à feu. Mais nous ne gagnons pas et, pendant ce temps, les massacres continuent.

Dan La Botz, traduction J.S.

1 - Aux États-Unis, on parle de fusillade de masse lorsqu'au moins quatre personnes sont visées.

PORTUGAL Solidarité avec Mamadou Ba

Leader et porte-parole de l'association portugaise SOS Racismo, Mamadou Ba est une voix active dans le débat public sur les origines et les réalités du racisme et fait partie d'une génération de militantEs noirs qui analysent la responsabilité coloniale du pays et ses effets durables. Son exposition publique fait de lui une cible pour les organisations d'extrême droite et il est souvent menacé par celles-ci. Il a besoin de votre solidarité !

Mamadou Ba est un militant antiraciste d'origine sénégalaise qui vit et travaille depuis 25 ans au Portugal, dont il a obtenu la nationalité. Il suit actuellement un programme de doctorat dans une université nord-américaine. Leader et porte-parole de l'association portugaise SOS Racismo, Mamadou Ba est une voix active dans le débat public sur les origines et les réalités du racisme et fait partie d'une génération de militantEs noirs qui analysent la responsabilité coloniale du pays et ses effets durables. Ses prises de position publiques font de lui une cible pour les organisations d'extrême droite et il est souvent menacé par celles-ci. En raison de ces menaces, il a déjà dû vivre sous protection policière.

Que se passe-t-il ?

Le 27 octobre, le juge portugais Carlos Alexandre a rendu une décision pour donner suite à une plainte, pour diffamation et injure, contre le militant antiraciste Mamadou Ba, déposée par le néonazi Mário Machado. Cela signifie que Mamadou Ba sera traduit en justice pour répondre d'une prétendue diffamation et d'injures présumées à l'encontre de Mario Machado, néonazi et suprémaciste blanc.



Mamadou Ba. FRONT LINE DEFENDERS

En 2020, le néonazi Mário Machado a accusé Mamadou Ba de l'avoir traité d'« assassin » d'Alcindo Monteiro. Alcindo Monteiro était un jeune citoyen portugais noir, né au Cap-Vert, qui a été assassiné en 1995 par un groupe de skinheads néonazis. Mário Machado était l'un des membres du groupe qui a tué Alcindo Monteiro.

L'accusation du ministère public portugais, assumée par le juge Carlos Alexandre, qui a décidé de traduire le militant antiraciste en justice, pose la question suivante : « Une personne peut-elle porter l'anathème toute sa vie, en lui imputant la participation, à quelque titre que ce soit, à un meurtre, dont l'acte a déjà été présenté au tribunal et a

fait l'objet d'un procès approfondi et fait l'objet d'une décision de la Cour suprême de justice, où elle est acquittée de ce crime spécifique, mais condamnée pour un autre ? Et appeler ça la liberté d'expression ? » Le juge déclare en outre, s'adressant à Mamadou Ba : « Ce que vous ne pouvez pas faire, c'est vous substituer aux tribunaux et invoquer le droit à la liberté d'expression. » Le néonazi réclame une indemnisation pour préjudice moral.

Que pourrait-il arriver en cas de procès ?

Selon l'article 180 du code pénal portugais sur la diffamation (et les crimes contre l'honneur) : « Quiconque, s'adressant à un tiers, impute à une

autre personne, même sous forme de soupçon, un fait, ou formule un jugement à son sujet, portant atteinte à son honneur ou à sa considération, ou reproduit une telle imputation ou un tel jugement, est puni d'une peine allant jusqu'à 6 mois ou d'une amende allant jusqu'à 240 jours. »

De même, l'article 181 du code pénal, insulte (des crimes contre l'honneur), stipule : « Quiconque aura insulté une autre personne, en lui imputant des faits, même sous forme de soupçon, ou en lui adressant des paroles, offensant son honneur ou sa considération, sera puni d'une peine d'emprisonnement de 3 mois au plus ou d'une amende de 120 jours au plus. »

Compte tenu de la jurisprudence portugaise, nous nous attendons à ce que le scénario de condamnation possible soit une amende. Cependant, [...] la probabilité que Mamadou soit condamné est plus grande que la probabilité qu'il soit acquitté. Cela représenterait une victoire morale et politique du fascisme sur la lutte antiraciste et la confirmation du parti pris raciste institutionnel de la justice portugaise.

Publié sur fourth.international.org

Vous pouvez manifester votre soutien en envoyant une courte déclaration vidéo, audio ou écrite à l'adresse électronique : boispelosomes@gmail.com.

TURQUIE Offensive militaire antikurde à l'approche des élections

La décision du régime turc de bombardier les zones kurdes de la Syrie du Nord et de l'Irak a été loin d'être une surprise. Des raids aériens au Nord de l'Irak où se situent les bases militaires du PKK avaient déjà été menés ces derniers mois. Et la possibilité d'une offensive aérienne sur la Syrie du Nord avait aussi été annoncée par Erdogan il y a plusieurs semaines.

Mais l'attentat sanglant qui a eu lieu le 13 novembre au centre d'Istanbul, dans le quartier de Taksim, ayant fait 6 morts et 81 blessés a été perçu, comme il se doit, comme l'annonce d'une offensive qui serait présentée comme des représailles à ce massacre.

Un attentat « utile »

Les peuples de Turquie avaient déjà fait l'expérience dans l'été 2015 de l'instrumentalisation des attentats pour les fins politiques du régime. À la suite des élections de juin 2015 où l'AKP, le parti d'Erdogan, avait pris un sérieux revers, des attentats (commis par Daesh) contre des rassemblements de forces kurdes et de gauche, pro-paix, avaient provoqué la reprise de la guerre entre l'État et le PKK. Ce climat de violence avait permis à l'AKP de ré-obtenir une majorité aux élections quelques mois plus tard. Toutefois l'attentat à Taksim que le ministre de l'Intérieur Süleyman Soylu s'est précipité d'attribuer au PKK et aux forces kurdes de Syrie (PYD) est loin d'avoir provoqué une mobilisation nationaliste et militariste. Les incohérences concernant le motif de l'attentat, les origines de la femme suspectée d'avoir déposé la bombe, son arrestation, le commanditaire, les dépositions des suspects arrêtés laissent perplexes. Les comportements effrayés de la



WIKIMEDIA COMMONS

suspecte (qui semble être d'origine éthiopienne ou somalienne plutôt que syrienne, comme il a été déclaré) lors de la perquisition au domicile où elle serait rentrée en taxi pour cuisiner... juste après l'attentat, contredisent fortement la déclaration de Soylu selon laquelle elle serait formée comme « agent de renseignement » par le PKK. Elle a d'ailleurs affirmé qu'elle pensait transporter de la drogue dans le sac et non une bombe, ce qui ne peut être écarté au vu de ses comportements. Le ministre Soylu a aussi modifié à trois reprises le nom de la ville d'où elle se serait introduite en Turquie. D'autres part le (préssumé) principal planificateur de l'attentat, Ammar Jarkas, et son entourage, semblent être beaucoup plus liés aux groupes

djihadistes alliés à l'État turc en Syrie qu'au mouvement kurde (ses trois frères seraient décédés en combattant dans les rangs de Daesh).

La diplomatie pèse

Ankara n'aurait pu lancer son offensive sur le Rojava sans avoir le feu vert du Kremlin et de Washington. Son rôle de médiateur entre Kiev et Moscou — concernant notamment l'accord sur les exportations de céréales et les échanges de prisonniers — a probablement pesé. Ankara a aussi accueilli les chefs des services de renseignements étatsunien et russe pour une réunion en privé concernant l'usage d'armes nucléaires en Ukraine. Mais Washington et Moscou vont-ils donner leur approbation dans

le cas d'une offensive terrestre qu'Erdogan menace maintenant de lancer ? Nous aurons la réponse dans les jours prochains.

À sept mois des élections, affaibli dans les sondages, Erdogan est preneur de toutes les opportunités, si contradictoires qu'elles soient, pour sauver son régime. Tournant diplomatique (et économique !) au niveau international avec des rapprochements avec l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, Israël et dernièrement une poignée de main avec le président égyptien Sissi, de même que des signes de réconciliation avec Assad, tout en ravivant les tensions avec la Grèce. Tandis que, dans la politique intérieure, la criminalisation de l'opposition va de pair avec la recherche d'un rapprochement avec les Kurdes (environ 10% des voix) et — en même temps ! — la droite nationaliste oppositionnelle (le İYI Parti, scission de l'extrême droite pro-Erdogan).

Notons pour finir que seul deux partis au parlement se sont opposés à l'offensive en Syrie du Nord : le Parti démocratique des peuples (HDP, gauche pro-kurde) et le Parti ouvrier de Turquie (TIP, gauche radicale dont font partie les membres de la IV^e Internationale en Turquie) qui ont fondé récemment, avec d'autres courants de gauche, l'alliance Travail et Liberté. Cette alliance, la troisième après celle d'Erdogan et celle de l'opposition bourgeoise, se propose d'exprimer les droits et revendications des exploités et des opprimés, dans les rues comme dans les urnes, face aux deux autres blocs qui ne promettent qu'un avenir obscur et angoissant pour les classes laborieuses.

Uraz Aydın

GRÈCE

Il y a 49 ans, le massacre de Polytechnique

Retour sur la mobilisation organisée le 17 novembre en Grèce à l'occasion du 49^e anniversaire du massacre de Polytechnique.

Le 17 novembre 1973 est l'une des dates clés de l'histoire contemporaine grecque et des luttes politiques et sociales du pays : se situant dans le prolongement des innombrables actes de résistance au régime fascisant de la dictature des colonels (1967-1974) mis en place sur instigation de la CIA, des centaines d'étudiantEs avaient occupé l'Université Polytechnique d'Athènes (dans le quartier d'Exarcheia) et popularisé leur action en appelant à la chute des colonels. Ceux-ci ont alors lancé l'armée contre les étudiantEs, l'image du tank défonçant le portail de l'université étant connue de tous les Grecs depuis cette sinistre date. Bilan de la répression : au moins 24 morts, des centaines de blessés et d'arrestations. Un an plus tard, la dictature, de plus en plus déstabilisée, tombait, en envoyant l'armée grecque occuper l'île de Chypre et lui faisant subir une terrible défaite face à l'armée turque, ce qui a débouché sur le partage de l'île en deux zones depuis lors séparées par des murs.

Des manifestations très puissantes

Depuis la fin de la dictature, le 17 novembre est une journée de mobilisation de la jeunesse scolarisée, précédée souvent par des initiatives commémoratives (débat, concerts...) dont le sens n'a jamais été perdu malgré les ans. Cette année, une semaine après le très grand succès de la grève générale du 9 novembre, le gouvernement espérait un « petit » 17 novembre. À cet effet, comme d'habitude il a voulu jouer sur la peur en déployant une armée de MAT (les CRS, presque 6 000 à Athènes) et en multipliant des hélicoptères avec projecteurs. À Salonique, le président de la fac, qui se réjouit que des flics puissent patrouiller dans « son » université, avait carrément fait fermer l'université, sinistre provocation contre la mémoire des luttes du peuple grec et tout simplement contre la démocratie. Mais les discours lénifiants sur le 17 novembre comme « fête de tous les Grecs » (de même, le 1^{er} mai est depuis l'époque du dictateur Metaxas la « Fête des fleurs ») et le cadre répressif n'auront servi à rien : de l'avis de beaucoup, les manifestations du 17 novembre ont été encore plus fournies que celles du 9 novembre. À Athènes, la police a compté 20 000 manifestantEs comme pour le 9, mais nos camarades de NAR annoncent entre 35 000 et 40 000 personnes. Les cortèges étudiants étaient incroyablement massifs, ceux des syndicats étaient souvent fournis, de même que ceux des organisations de la gauche révolutionnaire ou réformatrice. Sans oublier des cortèges associatifs, comme celui des habitantEs d'Exarcheia, mobilisés contre un projet vicieux de station de métro sur la place du même nom. Et des manifs importantes ont eu lieu ailleurs, comme à Salonique, Patras, dans les villes universitaires de Crète... Les mots d'ordre portaient bien sûr contre la politique du Premier ministre Mitsotakis, « Pain, éducation, liberté » étant plus que jamais un concentré des revendications sociales et démocratiques. Les mots d'ordre anti-impérialistes ont également résonné très fort, ce qui se justifie face aux cadeaux faits à l'impérialisme US qui peut maintenant disposer d'une base maritime au nord-est de la Grèce, à Alexandroupolis, pas loin de l'entrée dans les détroits menant à la mer Noire. Refuser que la Grèce soit impliquée dans une future guerre inter-impérialiste, notamment par le biais de ces bases, est central. Mais on doit pourtant noter une faiblesse de la dimension anti-impérialiste de cette manif de 2022, liée au fait que sur la question de la sale guerre russe en cours en Ukraine, en dehors de quelques organisations sur des positions marxistes révolutionnaires, le « moins mauvais » qu'on constate dans la gauche radicale et révolutionnaire grecque est de dénoncer à la fois l'impérialisme US et l'invasion poutinienne de l'Ukraine.

À Athènes, A. Sartzekis

AFRIQUE Contre l'exclusion des élèves enceintes

Des milliers de jeunes filles, victimes de violences sexuelles ou de mariages forcés, sont exclues du système scolaire du fait de leur grossesse ou de leur statut de mère. Si des évolutions positives sont perceptibles, elles sont freinées par une politique patriarcale partagée par les dirigeants africains.

Le droit à l'éducation des jeunes filles est reconnu par l'Union africaine dans sa charte relative aux droits des femmes, adoptée en 2003. La réalité est tout autre concernant les jeunes filles enceintes ou mères. Encore récemment, dans certains pays, elles étaient systématiquement exclues de l'école.

Une morale au service du patriarcat

C'était le cas en Tanzanie sous la présidence de John Magufuli, catholique convaincu et père de cinq enfants. Il avait mené une campagne contre la contraception et était à l'origine de la loi bannissant du système scolaire les jeunes filles mères ou futures mères. D'autres pays ont appliqué une réglementation similaire, comme la Sierra Leone située en Afrique de l'Ouest ou le Mozambique en Afrique australe. Les autorités scolaires étaient même habilitées à obliger les jeunes filles à passer des tests de grossesse. Beaucoup d'hommes dans les milieux politiques justifient ces dispositions discriminatoires au motif de la défense de la morale. Évidemment, seules les jeunes filles en sont victimes car les élèves identifiés comme pères, dans la plupart des cas, ne sont pas

renvoyés des écoles. Une morale à géométrie variable puisque ce sont les mêmes qui défendent les mariages précoces, parfois avec des fillettes. Cette idéologie est partagée dans toutes les strates de la société.

Crise économique et mariage précoce

Le mariage précoce est un véritable danger pour les fillettes et les jeunes filles. Outre que dans la quasi-totalité des cas il s'agit d'unions forcées, il représente un danger pour la santé des filles et est souvent synonyme d'abandon du parcours scolaire.

La crise du Covid-19 a eu un effet amplificateur du nombre de mariages arrangés par les familles pauvres dans un but de survie. Les statistiques du ministère des Affaires féminines du Zimbabwe révélaient que lors des deux premiers mois de l'année 2021, près de 5 000 élèves étaient enceintes et parmi elles 1 770 avaient subi un mariage forcé.

Des avancées très insuffisantes

Sous la pression militante, la situation s'est un peu améliorée. Le système éducatif reste ouvert aux jeunes filles enceintes ou jeunes mères

comme au Bénin, au Lesotho, en République démocratique du Congo ou en Mauritanie. Le Zimbabwe a récemment adopté des lois qui garantissent l'accès à l'école à toutes les élèves. La Sierra Leone a profondément changé sa position en adoptant des mesures dites « d'inclusion radicale ».

D'autres pays confirment le droit d'accès à l'école mais ils imposent, comme en Ouganda, un congé maternité à partir de trois mois de grossesse, ce qui n'est justifié en rien et confirme l'ostracisme des autorités vis-à-vis de ces jeunes filles. Les tests obligatoires de grossesse sont maintenus et le retour à l'école est conditionné à un accord parental. Quant à la Tanzanie, elle maintient son principe d'interdiction de l'école et a mis en place un « Parcours éducatif de substitution », c'est-à-dire des écoles spéciales pour ces jeunes filles. Un programme qui devait être financé par la Banque mondiale qui, face aux protestations des organisations féministes et des droits humains, a annulé sa participation financière. Heureusement, les mobilisations féministes en Afrique réussissent à faire bouger les lignes et, à chaque recul du patriarcat, c'est le droit à l'éducation pour toutes qui avance.

Paul Martial



ENTRETIEN « PROTÉGEZ-VOUS! FAITES-VOUS DÉPISTER »



PHOTOTHÈQUE ROUGE/JMB

Fred Bladou travaille à la direction innovation programme de l'association AIDES qui lutte contre le VIH. Il rappelle que le sida est toujours là, toujours tabou et que les discriminations autant que les inégalités sociales sont des facteurs majeurs de contamination.

En France, près de 200 000 personnes vivent avec le VIH, dont 24 000 qui l'ignorent. Qu'est-ce que cela dit de l'accès au dépistage et de la prise en charge au long cours des personnes ?

200 000 personnes, c'est beaucoup. Le nombre de morts, lui, est très réduit aujourd'hui grâce aux progrès de la médecine et grâce aux traitements. Cela sous-entend qu'il faut prendre en charge au long cours ces personnes séropositives. Elles ont besoin de voir leur médecin une fois, deux fois par an quand tout va bien, d'avoir des prescriptions médicales, des traitements qu'on renouvelle chaque mois, et des bilans sanguins assez réguliers. Une médecine adaptée, des moyens, une gratuité pour les patientEs vivant avec le VIH est nécessaire. Aujourd'hui, on peut vivre avec le VIH avec une espérance de vie aussi longue que des personnes qui n'ont pas le VIH.

On peut vivre avec le VIH grâce au fameux U equals U (Undetectable = Untransmittable). Quels messages de prévention souhaitez-vous faire passer ?

Le premier message, c'est : protégez-vous ! Il y a plusieurs manières de le faire. D'abord, la prévention comportementale : utiliser des préservatifs. La seconde est biomédicale, c'est ce qu'on appelle la PrEP (prophylaxie pré-exposition), le traitement préventif avant les rapports sexuels et après. On sait que parfois on peut prendre un risque... Il y a plein de facteurs et plein d'explications différentes. On n'est pas infailible. Il y a le U equals U (Undetectable = Untransmittable) c'est-à-dire : charge virale indétectable = on ne peut pas transmettre le VIH. Il y a aussi le Test and Treat, c'est-à-dire dépister et traiter immédiatement, les gens ne seront pas malades et ne contamineront pas. Mais, le dépistage arrive trop tard, donc surtout, faites-vous dépister ! Ne pas se faire dépister, c'est peut-être avoir été infecté et ne pas le savoir et finir par le déclencher, passer en stade sida et risquer sa vie. Alors que si on est dépistéE et misE sous traitement précocement, on ne développera pas la maladie, on ne fera pas de maladie opportuniste et on va vivre. Le premier bénéfice est individuel : on ne va pas mourir

du VIH même si on est infectéE. Le second n'est pas négligeable : quand on prend un traitement efficace régulièrement et qu'on a une charge virale indétectable, on n'est plus contaminant, ce qui veut dire qu'on peut avoir une vie normale, avoir des rapports sexuels, des enfants, vivre comme presque n'importe qui. « Presque » parce que je n'oublie pas bien sûr les facteurs de stigmatisation. Il ne faut pas faire l'autruche par rapport au VIH ni culpabiliser ni avoir honte. Il faut consulter, se faire dépister pour éviter de contaminer les autres.

En France, 6 200 personnes découvrent chaque année leur séropositivité. Après plus de 40 ans et les traitements actuels, comment cette épidémie n'est-elle pas derrière nous ?

On a peur de se faire dépister ou alors on méconnaît la maladie. En France, il y a beaucoup moins de prévention qu'à une époque. On a banalisé l'épidémie et la maladie. Les gouvernements ont dû se dire : « Maintenant qu'il y a des traitements, les gens ne meurent plus, on va faire des économies ». La prévention à l'école est un autre aspect qui concerne le VIH mais aussi les grossesses, la santé sexuelle, la sexualité, le plaisir. La France est un pays rétrograde et conservateur en matière d'éducation sexuelle, en matière de prévention pour la sexualité comme pour l'usage de drogues. On intervient trop rarement et trop tardivement. Il faut éduquer les mômes très tôt pour qu'ils prennent le moins de risques possible. C'est pareil pour les grossesses ! Parmi les freins au dépistage, parmi les facteurs qui vont favoriser les contaminations, il y a l'exclusion, les stigmatisations, les représentations, l'homophobie, le racisme, détester les migrantEs, détester les usagerEs de drogues, faire la chasse aux travailleuses du sexe, aux clients. Ces publics extrêmement vulnérabilisés prennent beaucoup moins soin de leur santé. Même si en théorie l'accès au soin est gratuit, il faut avoir les moyens de se nourrir normalement. Quand on croule sous les dettes, quand on n'arrive pas à finir le mois, à se loger, les conditions ne sont pas réunies pour prendre soin de soi.

La précarité nous concerne toutEs. La responsabilité des gens à se protéger n'est pas seule en cause, il y a des facteurs de vulnérabilité que les gens subissent et qui les rendent moins précis et prompts à répondre à leurs exigences de santé.

En 2020, 30 % des infections VIH ont été découvertes à un stade avancé. Est-ce qu'on peut dire que le sida est encore un sujet tabou ?

Oui, le sida est tabou, encore. Certes, on n'a plus de personnalités politiques ouvertement sérophobes comme Le Pen avec les « sidatoriums » ou le « Sida mental » mais on peut voir une campagne de prévention interdite par le maire dans une ville parce qu'on voit sur l'image deux hommes qui s'enlacent. Ces discriminations qui sont basées sur l'orientation sexuelle, sur le genre, sont sexistes, racistes et font le lit de l'épidémie. Les contaminations restent dans des groupes vulnérables, comme les sans-papiers qui se contaminent en arrivant en France. Les mauvaises conditions de vie sont facteurs de contamination. Les sans-papiers ont peur d'aller à l'hôpital public, car peur de la police donc d'aller vers toute structure financée par l'État. C'est la même chose pour les femmes travailleuses du sexe (TDS) et les personnes trans qui font l'objet de campagnes abjectes. Est-ce qu'on pense que les gens peuvent prendre soin d'eux quand ils doivent à longueur de journée se battre pour leur survie ?

Le rôle des associations de lutte contre le VIH et leur stratégie du « aller vers » est primordial...

C'est une stratégie que nous, dans les associations, avons inventée. On n'attend pas que les gens viennent dans nos lieux d'accueil. Les militantEs vont directement sur les lieux de prostitution. Il y a plein de raisons pour aller vers les gens. Dire aux gens d'aller se soigner de force, cela ne marche jamais.

Pourquoi les pouvoirs publics n'ont-ils pas tiré les enseignements de la lutte contre le VIH pendant la période covid ?

Les principes de Denver en 1983 ont énoncé l'idée suivante : « Plus jamais vous ne ferez quelque chose pour nous sans nous, nous les malades ». Les associations y adhèrent. On fait à partir des besoins des malades, de leur spécificité, de leur contexte de vie, leur environnement social. Pendant la période covid, l'État a fait tout le contraire. On a juste enfermé les gens et on ne leur a pas permis d'adhérer aux stratégies de santé. Quand la police se substitue aux soignantEs et qu'elle contrôle dans la rue les citoyenEs, les gens ne peuvent pas adhérer. Il faut que le monde entier ait un accès au dépistage, au traitement. Cela nécessite beaucoup d'argent pour mettre fin à l'épidémie et une volonté politique. Le sida est une maladie éminemment politique, une maladie qui touche d'abord les minorités. On va manifester le 1^{er} décembre pour l'hôpital public, pour l'accès aux soins, contre le racisme, contre le sexisme, contre la transphobie, contre l'homophobie. **Propos recueillis par Diego Moustaki**



LUTTE CONTRE LE SIDA : DES ENGAGEMENTS ROMPUS FACE AUX RÉALITÉS

En reprenant le concept porté par les activistes du sida « indétectable = intransmissible », l'assemblée générale des Nations unies s'engageait en juin 2021 à « mettre fin aux inégalités et agir pour vaincre le sida d'ici 2030 ». L'objectif était que 95 % des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut sérologique, que 95 % des personnes qui connaissent leur séropositivité soient sous traitement et que 95 % des personnes sous traitement aient une charge virale indétectable.

L'Assemblée promettait de fournir un traitement contre le VIH à 34 millions de personnes d'ici 2025 mais aussi de lutter pour « mettre fin aux inégalités », sur lesquelles le VIH-sida prospère, et à « la violence, à la stigmatisation, à la discrimination ».

Il faut également lutter contre « des lois limitant la liberté de mouvement ou accès aux services » des « gays et autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, travailleurs du sexe, consommateurs de drogues injectables, personnes transgenres, en prison et en milieu fermé (...), de personnes ayant un handicap, de minorités ethniques et raciales, de populations autochtones, de communautés locales, de personnes vivant dans la pauvreté, de populations migrantes, réfugiées et déplacées internes, ou encore du personnel en uniforme et impliqué dans des situations d'urgence humanitaire, ainsi que



dans des situations de conflit et post-conflit ».

Des engagements qui portent la marque des milliers d'activistes du VIH, qui se sont mobiliséEs partout dans le monde, mais qui se sont fracasséEs sur les réalités du monde capitaliste, ses crises, ses guerres et ses oppressions ! C'est pour cela que nous avons tenu à donner la parole dans ce dossier à ces activistes.

En 2021, 1,5 million d'infections en plus dans le monde

Car les données d'ONUSIDA et de la Conférence internationale

Les budgets ont reculé, et les infections repartent à la hausse !

sur le sida organisée en 2022 au Canada ont enregistré une réalité à l'opposé de ces promesses. Les budgets ont reculé, et les infections repartent à la hausse ! 1,5 million l'an passé, soit un million de plus que les objectifs mondiaux de réduction.

En 2021, le sida a été responsable de 650 000 morts, un décès par minute. Et cela, malgré l'existence de traitements efficaces contre le VIH, d'outils pour prévenir, détecter et soigner les infections opportunistes. Malgré les engagements internationaux, les fragiles progrès enregistrés sont remis en cause par l'austérité, la dette, la guerre, le covid, l'homophobie, les oppressions de genre, les violences sexuelles.

LE
030?

EMENTS INTERNATIONAUX CAPITALISTES



les populations autochtones, souvent pauvres, sans droits ou sans papiers, avec des accès plus difficiles aux services de santé et de dépistage ont des risques aggravés face au VIH. Ainsi au Royaume-Uni et aux États-Unis, les nouveaux cas de VIH ont davantage baissé parmi les populations blanches que parmi les personnes noires. En Australie, au Canada ou aux États-Unis, les taux d'acquisition du VIH sont plus élevés dans les communautés indigènes que dans les communautés non indigènes.

Le financement national de la riposte au VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire baisse depuis deux ans

Partout les budgets contre le VIH ont reculé. Même l'ONUSida doit reconnaître que « l'aide au développement à l'étranger pour le VIH fournie par des donateurs bilatéraux autres que les États-Unis d'Amérique a chuté de 57% au cours de la dernière décennie ». Huit milliards de dollars manquent à la riposte au VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire par rapport au niveau nécessaire d'ici 2025. Le montant du remboursement de la dette par les pays les plus pauvres a atteint 171% de l'ensemble des dépenses de santé, d'éducation et de protection sociale combinées, ce qui tue dans l'œuf leurs capacités à riposter au sida, alors que dans le même temps la crise et la guerre en Ukraine font monter les

prix internationaux de denrées, des médicaments, multipliant les pénuries. Le financement national de la riposte au VIH dans les pays à revenu faible et intermédiaire baisse depuis deux ans. Les règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les droits de propriété intellectuelle et les brevets des firmes pharmaceutiques interdisent aux pays dominés de produire à bas coût les médicaments, les tests capables de traiter, prévenir et dépister le VIH, y compris les traitements anti-VIH innovants et prometteurs à action prolongée. Et leurs prix sont beaucoup trop élevés pour que ces pays les achètent en grande quantité. Sans compter qu'une part des milliards d'euros versés par les États pour la lutte contre le covid ont été siphonnés sur les fonds internationaux contre la lutte VIH-tuberculose. En effet, l'association tuberculose multi-résistante et VIH est fréquente et fait des millions de morts.

Seules trois quarts des personnes séropositives ont accès à un traitement antirétroviral

Depuis 2012, le laboratoire Johnson et Johnson a mis sur le marché un nouveau traitement, la Bedaquiline, très efficace, oral, avec beaucoup moins d'effets secondaires que les anciens traitements. Depuis des années, la campagne d'accès aux médicaments essentiels de Médecins sans frontières (MSF) dénonce les prix très élevés de la Bedaquiline, alors que le produit a été développé avec des fonds publics aux États-Unis et l'intervention d'associations comme MSF. Une dénonciation d'autant plus nécessaire qu'un prix de 0,25 dollar par jour suffirait à rentabiliser le produit!

Aujourd'hui seulement trois quarts des personnes séropositives ont accès à un traitement antirétroviral, ce qui veut dire qu'au moins dix millions de personnes en sont privées. Un accès qui descend à 52% seulement pour les enfants. Et un écart qui se creuse avec les adultes! On le voit, la question du VIH démontre que la santé est moins une question de médicaments, de médecins... que de lutte contre les oppressions, les exclusions, l'appropriation par quelque-uns des biens communs que sont l'éducation, l'autonomie, les médicaments. À l'opposé du traitement capitaliste de la crise du covid, où les patientEs étaient le problème qu'on devait mater à coups d'amendes ou de QR code, les activistes du sida démontrent que les malades sont une partie de la solution, par leurs mobilisations, leurs exigences de participation en tant que patientE expert, à une santé communautaire centrée sur les patientEs, les usagerEs, les communautés et leurs droits, garantis par leur information et leur auto-organisation.

Frank Prouhet

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE VIH-SIDA JEUDI 1^{ER} DÉCEMBRE

Rassemblement et manifestation à 18 h, place de la République, à l'appel d'Act Up-Paris. Prises de parole à 18 h 30, à 19 h début de la marche.

ENTRETIEN «54% DES PERSONNES VIVANT AVEC LE VIH SONT DES FEMMES»

Eva, chargée de plaider sur le travail du sexe à Act Up-Paris, résume les enjeux des combats contre le VIH-sida, notamment auprès des personnes se définissant comme travailleurEs du sexe.

Peux-tu nous présenter ce qu'est Act Up-Paris ?

Act Up-Paris est une association de lutte contre le VIH-sida fondée en 1989 par la communauté homosexuelle en réaction à l'épidémie qui provoquait à l'époque une hécatombe. La mission de cette association a été de faire entendre aux pouvoirs publics qu'il était urgent d'agir contre le sida. Aujourd'hui, l'accès aux traitements a changé la vie des personnes séropositives. Il n'en demeure pas moins que dans certaines populations, notamment les plus discriminées, il y a toujours des risques importants de transmission du VIH. Et en France il arrive encore que certainEs découvrent leur séropositivité alors qu'ils et elles ont déjà développé un stade sida.

Que signifie de porter un plaidoyer au sein d'une association ?

Porter un plaidoyer, c'est à la fois enquêter, faire remonter un maximum d'informations du terrain et faire en sorte qu'elles soient entendues des différentes institutions. Cela peut être le Défenseur des droits, par exemple, mais aussi le Parlement ou des municipalités. Pour résumer, mon rôle est de faire du lien auprès des associations de travailleurEs du sexe pour être bien informée de ce qu'il se passe, des actualités à faire entendre. Au moment de l'épidémie de Monkeypox, il a fallu alerter les pouvoirs publics sur la situation sanitaire et faire en sorte que les TDS puissent avoir une indemnisation.

Pourquoi est-il important de porter un plaidoyer spécifique aux personnes qui se définissent comme travailleurEs du sexe (TDS) dans la lutte contre le VIH ?

On voit aujourd'hui, après 40 ans de VIH, que les droits des TDS n'ont pas avancé mais ont reculé. De ce fait, les TDS sont très exposés aux transmissions de VIH et d'autres pathologies. Beaucoup de TDS ont des cancers du col de



Depuis la loi du 13 avril 2016 visant à lutter contre le système prostitutionnel, 38% des TDS affirment avoir des difficultés à imposer le port du préservatif

l'utérus dus à des infections au papillomavirus. Ces cancers sont directement liés à des problèmes d'accès aux soins, notamment au dépistage, car ces populations sont malheureusement encore marginalisées en France.

Quelles sont les conséquences sanitaires et sociales de la loi de pénalisation des clients de 2016 ?

La loi du 13 avril 2016 visant à lutter contre le système prostitutionnel a été une catastrophe. Elle a eu des effets sur les finances des TDS. D'après une étude d'Hélène Le Bail et Calogero Giametta en 2018, 78% des TDS ont vu leurs revenus, et donc leur pouvoir d'achat, baisser. Cela a eu un impact sur leur qualité de vie mais aussi sur leur santé car cela a affaibli leur pouvoir de négociation avec les clients. Si la personne n'est pas précaire, elle peut avoir le choix

de refuser un type de clientèle, mais si c'est une personne qui n'a vu aucun client de la journée, afin de pouvoir payer son loyer, par exemple, elle aura tendance à accepter un client qu'elle aurait certainement refusé auparavant, et c'est en cela notamment que cette loi a pu avoir un impact sur la santé et la sécurité des TDS. Dans cette étude, on observe que depuis cette loi 38% des TDS affirment avoir des difficultés à imposer le port du préservatif. Cela s'explique par deux phénomènes. Le premier, c'est qu'il s'agit de personnes qui exercent dans la rue et qui sont chassées des centres-villes pour aller en périphérie (souvent aussi en raison d'arrêtés préfectoraux et/ou municipaux) ou bien dans des zones plus excentrées du bois de Boulogne ou de Vincennes. Les clients ont peur de la police. En conséquence, le temps de négociation du rapport est réduit, si bien que les clients peuvent imposer des rapports non protégés. Le deuxième phénomène, c'est que la situation de précarité des TDS les incite à accepter des pratiques à risque.

Chaque année le 1^{er} décembre, une manifestation est organisée à l'initiative d'Act Up-Paris. Cette année le mot d'ordre est « Femmes et VIH », pourquoi ce choix ?

54% des personnes vivant avec le VIH sont des femmes. Cette année, le mot d'ordre « Femmes et VIH » a été choisi parce qu'on constate que les femmes sont complètement invisibilisées dans l'épidémie. Pourtant, elles luttent aussi et ont besoin d'avoir accès aux soins, d'être ciblées dans les campagnes de prévention, dans les études, la recherche...

Par exemple, toutes les études sur la PrEP (prophylaxie pré-exposition) sont pensées par des hommes cisgenre pour des hommes cisgenre. C'est très bien mais il est nécessaire de prendre aussi en compte les femmes.

Propos recueillis par Diego Moustaki

JOURNÉE MONDIALE DE LUTTE CONTRE LE SIDA



CHARMAG

RACISME La chasse aux migrantEs est ouverte à Beauvais

Le 22 novembre dernier, un collectif organisait devant la gare de Beauvais un rassemblement pour protester contre la situation des migrantEs à la rue et les projets de Darmanin.

Leur « rendre la vie impossible », avait clamé Gérard Darmanin à propos des migrantEs dans une interview récente donnée au *Monde*. Solidarité Migrants, la FSU et la LDH ont constitué un collectif en défense des droits des migrantEs à Beauvais. Mardi 22 novembre, une centaine de personnes se sont réunies autour de soupes cuisinées dans un café associatif de la ville. Ce soir-là, 15 femmes, 14 enfants âgés de 1 an à 10 ans et 3 hommes attendaient le passage du Samu social. Toutes n'ont pas pu être mises à l'abri en raison des suppressions de places commandées par le gouvernement. Les hommes — pères, frères, fils — ne sont plus concernés depuis plusieurs années par des mises à l'abri d'une nuit.

MigrantEs à la rue et fichés

Nous avons dénoncé l'attitude de la préfète qui n'a pas déclenché le plan hivernal contrairement à d'autres départements. Dans un document intitulé « *Lancement du plan de viabilité hivernale. La technologie au service de l'humain* », elle préfère mettre l'accent sur l'état des routes. Ce « service de l'humain » ne concerne visiblement pas les migrantEs qui peuvent dormir dehors sans que cela l'embarrasse.

Nous nous sommes également opposés aux nouveaux projets de Darmanin énoncés dans une circulaire adressée aux préfetEs :

- la création de 220 places en CRA (centre de rétention administrative) en un mois et 800 places de plus d'ici 2025 ;

- le développement des LRA (locaux de rétention administrative) qu'on peut également qualifier de « CRA pour familles » ;

- la systématisation des assignations à domicile dans des logements fiabilisés et fichés permettant le recours à des « visites domiciliaires », terme administratif ayant comme synonyme « perquisitions », voire « rafles ».

Dans son interview au *Monde*, Darmanin avait expliqué qu'il fallait « changer de braquet ». Nous aussi allons devoir changer de braquet dans la résistance à ces politiques racistes et inhumaines. Contre Darmanin et son monde, manifestons partout le 18 décembre à l'occasion de la journée internationale des migrantEs.

Richard Labrousse



TRANSPORT À la RATP, salariéEs et usagerEs face aux grandes manœuvres patronales

Jean Castex vient d'arriver à la tête de la RATP dans un contexte tendu. Les salariéEs dénoncent des conditions de travail qui empirent et des salaires trop bas, sur fond d'ouverture à la concurrence. Et les centaines de milliers d'usagerEs subissent cette galère, parfois plusieurs fois par jour : attente interminable des bus, métros bondés ou RER supprimés...

Le sous-dimensionnement du réseau n'est pas nouveau, mais l'offre de transport a été réduite sur tous les métros et les bus. Alors qu'elle avoisinait 100 % du maximum il y a trois ans, elle oscille aujourd'hui entre 70 % et 80 % seulement. Pourtant la demande de transports publics ne cesse de s'accroître. Pire : le forfait mensuel du Pass Navigo risque de passer de 75 à 90 euros en janvier prochain. Alors la faute à qui, ou à quoi ?

L'ouverture à la concurrence et ses conséquences

La situation actuelle n'est qu'un avant-goût de ce qui se prépare avec l'ouverture à la concurrence, c'est-à-dire la délégation des activités de la RATP à des entreprises chargées de l'exploitation ou la maintenance d'une partie du réseau.

Île-de-France Mobilités (IDFM), qui gère les transports franciliens, a commencé à répartir ses lignes en différents lots qui seront soumis à des appels d'offres pour des contrats de plusieurs années. Tous les secteurs de la RATP sont concernés, mais avec un calendrier progressif : 2025 pour les lignes de bus de Paris et de la petite couronne puis autour de 2040 pour les métros et tramways.

Commencée dès 2021 avec les bus de grande banlieue parisienne, cette stratégie avait provoqué une vague de grèves, notamment chez les conducteurEs de Transdev. Les patrons reportaient la responsabilité sur la région, dont l'appel d'offres les aurait amenés à rogner sur les conditions de travail pour augmenter la productivité.

Les entreprises qui vont se partager les contrats d'exploitation des morceaux de la RATP seront surtout des entreprises « publiques » (majoritairement possédées par l'État), mais dont les salariéEs ont des contrats de droit privé. Les trois grands groupes qui se disputent le



Rassemblement lundi 28 novembre à la Maison de la RATP. NPA

marché sont Keolis, une filiale de la SNCF, Transdev qui appartient à la Caisse des dépôts et RATPDev, une filiale de la Régie parisienne qui exploite ainsi des lignes et des salariéEs aux quatre coins du monde.

Plus que de « privatiser » la RATP, cette ouverture à la concurrence (ou plutôt à ces 3 grands trusts) vise surtout à niveler vers le bas les conditions de travail et les salaires. En effet, si les salariéEs ne vont pas changer de métier avec l'ouverture à la concurrence, certains vont changer de boîte... et de conditions de travail, car celles-ci vont être « harmonisées » entre les entreprises. Une lourde menace pour les quelque 30 000 « opérateurs » de la RATP (conducteurEs, mainteneurEs, contrôleurEs...) dont les conditions de travail étaient jusqu'ici plutôt meilleures qu'ailleurs, notamment grâce au « statut » des agentEs — même si certainEs embauchés n'ont qu'un simple CDI. Autrement dit, la RATP va provoquer sa propre concurrence, notamment par sa filiale RATPDev, dont les salariéEs seront moins bien lotis que les agentEs au statut. Même ceux-ci seront impactés. Les plus de 15 000 conducteurEs de bus du réseau viennent d'en faire



l'expérience avec l'instauration cet été d'un « Cadre social territorialisé », une sorte de convention collective qui allonge la durée de travail quotidienne de 50 minutes (en échange d'une prime de 260 euros... par an !). Il se traduit aussi par la multiplication des services en deux fois : les conducteurEs roulent quelques heures le matin, ont une longue coupure puis reprennent l'après-midi, ce qui leur rend la vie impossible, sans parler des bas salaires. Macron fanfaronne sur de nouveaux projets de RER, mais il aurait déjà fallu anticiper les nombreux

départs à la retraite chez les conducteurEs de bus, qui causent l'actuelle pénurie de main-d'œuvre. Pas de machiniste, pas de service... Mais plutôt que d'augmenter les salaires pour embaucher les effectifs qui manquent, la direction vient d'instaurer une honteuse « prime de présence » d'un montant de 450 euros brut sur trois mois, qui saute à la moindre absence (enfant malade, accident du travail et bien sûr... grève). Cela ne dissuadera pas les salariéEs de se mobiliser pour autant...

Les salariéEs n'ont pas dit leur dernier mot

En première ligne face à la colère des usagerEs, les salariéEs de la RATP l'étaient aussi lors des journées de grève sur les salaires. Malgré les divisions corporatistes et les négociations stériles des directions syndicales, la colère monte. Notamment dans les ateliers de la maintenance où plus de 3 000 ouvriers entretiennent bus, métros, RER et tramways. Ils sont parmi les plus bas salaires de la RATP (1 300 euros de base à l'embauche, plus des primes variables) et revendiquent 300 euros mensuels d'augmentation avec l'intégration des primes dans le salaire, pour qu'elles comptent dans le calcul des pensions de retraite). Depuis le 18 octobre, les débrayages d'une heure par jour se propagent à de nombreux ateliers : Vaugirard, Sucy, Saint-Fargeau, Choisy, Saint-Ouen... Ils étaient encore 400 rassemblés ce lundi 28 novembre à la maison de la RATP pour interpellier Castex. Pas encore de quoi le faire plier mais peut-être la préparation d'une vraie grève. L'ouverture à la concurrence ne fait que commencer, et les salariéEs de la RATP ne vont pas laisser les patrons dérouler leur plan sans réaction.

Correspondants

Librairie Le Furet n'a pas dit son dernier mot.

Après la journée de grève du 29 octobre au Furet du Nord, l'ambiance a changé dans la librairie de Lille, une des plus grandes d'Europe.

Le matin, certainEs libraires chantent les slogans en travaillant. Une nouvelle complicité existe. Pour autant, il n'y a toujours pas d'augmentation de salaires en vue. La direction ayant expliqué dans les librairies et dans les

médias qu'il n'y a d'argent. Le Furet, en lien avec les librairies Decitre et Chapitre, fait partie du groupe Nosoli qui enregistre un chiffre d'affaires de 160 millions d'euros mais qui boucle son budget avec au final moins de 300 000 euros dans les tiroirs. Mais où passe tout cet argent ? Selon le PDG, Cyril Olivier, l'argent va dans les commandes de livres et non dans la poche des actionnaires qui ne toucheraient aucun dividende ! Du jamais vu, une banque qui fait du bénévolat !

La grande force du mouvement a été le nombre de grévistes et surtout leur détermination dans une enseigne centenaire où aucune grève n'avait jamais eu lieu. Pourtant, c'est à double tranchant. Certes, la direction ne sait pas comment répondre à une grève mais les libraires ne savent pas comment la continuer... Il y a néanmoins des perspectives : nouvelles grèves un vendredi ou un samedi, plusieurs débrayages à partir de 16 heures, liens avec les magasins

de Decitre... La direction tente d'apaiser les tensions en donnant des primes plus importantes en cas de bons chiffres de résultats et, en cadeau de fin d'année, un pouf rempli de bricoles inutiles. L'objectif est de maintenir le rapport de forces.

Paul Legoure

Féminisme Une manifestation unitaire, joyeuse et revendicative à Montreuil.

À Montreuil, ce 25 novembre, près de 1 000 personnes ont manifesté contre les violences faites aux femmes et aux minorités de genre à l'appel de l'Assemblée féministe de la ville. Les cortèges étaient divers. Aux côtés d'associations d'aide telles que la Maison des femmes de Montreuil, la Collective des mères isolées ou des associations de femmes de quartiers, étaient également présentes des militantEs issues de groupes plus radicaux, comme le collectif de colleureuses de Montreuil, La Baudrière, squat TPG, etc. Au-delà



NPA

des milieux féministes, la marche était soutenue par le NPA, l'UCL et des bouts de la NUPES locale, ainsi que l'UL Solidaires. Enfin, NousToutes.org, qui organisait avant le départ un fermage aux victimes de féminicides en 2022, était présente, ainsi que des cortèges internationalistes de femmes et minorités de genre d'Amérique latine ou d'Iran. Une marche chantante, dansante, joyeuse et revendicative, ponctuée de prises de parole s'est ensuite mise en route. L'appel de l'Assemblée, qui reprend pour beaucoup celui de la Coordination féministe, lie

les violences faites aux femmes et minorités de genre aux autres types de violences (sociales, islamophobes, racistes, LGBTQI-phobes, etc.) et dénonce l'impasse du système punitif comme unique réponse aux violences, sans tomber dans l'anti-carcéralisme. Si la prise de parole dénonçait les prisons comme espace raciste de reproduction de violences et d'enfermement, les revendications concrètes portaient sur l'éducation et sur les conditions de possibilité d'aller mieux pour les victimes de violences sexuelles, comme le remboursement de tous les frais psychologiques et médicaux, la possibilité d'avoir des jours d'arrêt illimités, etc. Cette manifestation a ainsi été un bel exemple d'unité très plurielle, dans le respect des diversités. Elle a permis de combiner tout ce qui fait la force du mouvement féministe : un haut degré de politisation et une capacité d'allier recueillement et action revendicative joyeuse.

Correspondantes



WIKIMÉDIA COMMONS

En bref

En quelques années, les ruptures de médicaments ont explosé: 405 en 2016, 2160 en 2021. Avec parfois des conséquences dramatiques. Pendant la crise du covid, les curares, essentiels à l'anesthésie, sont venus à manquer partout dans le monde. Les services de réanimation, confrontés à des choix éthiques impossibles, ont dû dégrader la qualité et les standards des anesthésies. Pour ces médicaments peu chers, la production capitaliste du médicament exige zéro stocks, production à flux tendu, délocalisation et concentration de la production des principes actifs dans des pays à bas coûts salariaux (80% des principes actifs des produits pharmaceutiques viennent de Chine et d'Inde), faibles critères de sécurité de production et orientation préférentielle des médicaments en pénurie vers les marchés qui payent les prix les plus hauts.

Ajouté aux risques majorés de pandémie, la guerre en Ukraine et les affrontements inter-impérialistes, les pénuries sont structurelles à la production capitaliste d'un médicament marchandise, alors que le droit à la santé exigerait qu'il soit un bien commun enlevé au marché.

Réorganiser la production vers un pôle public du médicament

Bien sûr, il faut réduire les prescriptions d'antibiotiques à ce qui est nécessaire à la bonne santé des patients, et non à la santé des trusts, généraliser les streptococques qui dépistent les 5% d'angines bactériennes qui seules nécessitent des antibiotiques, défendre une

SANTÉ Pénurie d'amoxicilline... et si on réquisitionnait une ligne de production de Sanofi ?

Après le paracétamol, c'est l'amoxicilline, seule ou en association avec l'acide clavulanique, qui risque de manquer jusqu'en mars 2023. La pénurie de cet antibiotique, qui représente 60 à 70% des prescriptions en pédiatrie, constitue « une crise majeure de santé publique ». Un effet domino est possible car, en raison des reports de prescriptions, la pénurie pourrait toucher les alternatives à l'amoxicilline. L'antibiorésistance pourrait être majorée par l'usage d'antibiotiques moins adaptés.



information médicale indépendante contre les visiteurs médicaux, en finir avec les fermes-usines et leur consommation généralisée d'antibiotiques pour animaux — catastrophe écologique et facteur de résistance aux antibiotiques. Mais aussi réorganiser la production. En avril 2020, en pleine crise du covid, l'Observatoire pour la

transparence dans les politiques du médicament (OTMeds) aux côtés de soignants, d'associations de malades avait saisi le Conseil d'État « pour exiger la réquisition sur le sol français des moyens de production pour produire les matériels, tests et médicaments dont nous avons besoin ». L'Observatoire, qui exige « un pôle public du médicament, une

relocalisation des productions pour faire face aux pénuries, pandémies et crises géo-stratégiques à venir », notait qu'une production publique avait été nécessaire en avril 2021 pour pallier les ruptures de curares dans les structures hospitalières. Face la pénurie d'antibiotiques, les capacités de production et les compétences sont là, mais elles sont aux mains de Big Pharma. Elles ont déjà été payées par les milliards de crédits d'impôts recherche, compétitivité, subventions covid qui ont fait la richesse des actionnaires mais privent les peuples de médicaments, et hier de vaccins essentiels. Le seul pôle public du médicament qui vaille, immédiat, et qui ne laisserait pas aux trusts les secteurs rentables de la pharmacie, c'est la réquisition d'une chaîne de production de Sanofi pour produire et distribuer les antibiotiques essentiels en pénurie. Premier pas vers la socialisation indispensable de Big Pharma!

Frank Prouhet

AUTOMOBILE « Nous organisons un premier débrayage ce jeudi 1^{er} décembre »

Entretien. La direction de Renault a engagé une restructuration profonde du groupe qui a des conséquences sur les conditions de travail et les contrats des salariés. Nous avons rencontré **Florent Grimaldi**, secrétaire du syndicat CGT du site de Lardy.

Renault va exploser en au moins 5 entités. Où devraient aller les activités du centre de Lardy où tu travailles ?

Le site d'ingénierie, qui a pourtant déjà connu une baisse drastique des effectifs en quatre ans (-40%), va être divisé. La majeure partie des salariéEs (environ 650) vont être filialisés dans Ampère (l'entreprise qui travaillera sur l'électrique et sera introduite en bourse dans quelques mois) et 170 salariéEs vont rester dans Renault SAS. Et il ne faut pas oublier les salariéEs sous-traitants qui seront eux aussi répartis entre les filiales. Une explosion du nombre de statuts sur le site qui est un moyen patronal d'affaiblir les futures réactions collectives.

Et les manœuvres ne s'arrêtent pas aux sites de R&D en France. Ceux d'Espagne et de Roumanie, dans lesquels les activités liées aux moteurs thermiques et hybrides vont être délocalisées, subissent le même découpage. Une partie importante quitte carrément le groupe Renault pour rejoindre une co-entreprise détenue en partie par le constructeur automobile chinois Geely. Une attaque mondiale... qui appelle une riposte globale.

Dans le centre de Lardy il y a déjà eu beaucoup de suppressions d'emplois avec un nombre important de prestataires. Pour celles et ceux appelés à rester, qu'est-il annoncé

pour le devenir de leurs contrats de travail Renault ?

Ceux qui partent dans la nouvelle filiale Ampère voient leur contrat de travail transféré sans qu'ils aient leur mot à dire : s'ils refusent, c'est le licenciement. On avait déjà fortement combattu l'externalisation d'un secteur de maintenance l'an dernier, quand une vingtaine de salariés étaient transférés de force vers une petite entreprise sous-traitante. On connaît donc bien les risques encourus pour les droits sociaux attachés à nos contrats de travail : tous les accords collectifs seront caducs au bout de 15 mois dans la nouvelle structure. Une occasion rêvée pour le patronat de les revoir à la baisse. Ils espèrent que, divisés, nous aurons plus de mal à répliquer. C'est pourquoi il va falloir insister sur notre unité, au-delà du nom de l'entreprise sur notre bulletin de paie. Il faut même s'attendre à ce que des salariéEs Renault se rendent compte que leur « statut » n'est pas si protecteur que ça, et donc que la solidarité entre Renault, ex-Renault et sous-traitants gagne du terrain.

Comment réagissent les salariéEs du centre de Lardy à ces annonces ? Quelles ripostes préparez-vous sur le centre même de Lardy ?

Après les 1000 suppressions d'emplois en quatre ans et l'annonce de la délocalisation complète des

activités thermiques et hybrides d'ici 2026, ce nouveau coup est rude. Pour l'instant, c'est l'abattement qui prédomine. Mais, alors même que la majorité du site est composée d'ingénieurEs (et l'autre petite moitié de technicienEs), nous n'entendons quasiment personne défendre la stratégie de la direction générale. C'est quand même notable. CertainEs salariéEs prennent conscience de l'importance de l'attaque, qui s'inscrit dans la restructuration du secteur automobile sous prétexte de transition vers l'électrique. Mais les conséquences concrètes ne vont apparaître que dans quelques mois. À partir des inquiétudes légitimes des plus conscientEs et des questions immédiates soulevées par tous les autres (les droits, l'organisation du travail, etc.) nous organisons un premier débrayage ce jeudi 1^{er} décembre.

Le plan de Renault vise tous les établissements du groupe. Quelles sont les positions des différents syndicats et y-a-t-il des appels à des ripostes communes ?

Les syndicats centraux sont très discrets, voire muets sur ces questions. La CFDT, la CFE-CGC et FO soutiennent mollement la direction générale pour l'instant, de peur de perdre tout crédit si des réactions sur le terrain naissaient. La CGT ne propose pas d'initiative au niveau central.

Il existe chez Renault des syndicats combattifs qui ne jouent pas le jeu du dialogue social. Avez-vous commencé à nouer des contacts pour examiner les premières ripostes possibles ?

Voyant les choses venir, nous avons déjà appelé à une mobilisation contre le découpage de Renault en juin dernier sur le site de Lardy : cela avait permis de réunir les salariéEs de Lardy inquiets pour l'avenir et des militantEs d'autres sites, dont ceux de Cléon, Le Mans, Flins. Mais, depuis l'officialisation de la découpe début novembre, c'est surtout dans l'usine de Cléon que des réactions intéressantes ont eu lieu. Des salariéEs de la fonderie, qui avaient connu une filialisation puis une réintégration chez Renault (ils savent donc à quoi s'attendre dans ce genre de manœuvre) se sont réunis le 15 novembre et ont décidé de préparer une action. Les militantEs de la CGT ont réussi à élargir en organisant des réunions la semaine suivante dans d'autres bâtiments du site. Les salariéEs mobilisés ont décidé ensemble d'envahir la salle où se tenait la réunion du CSE le lendemain. Si le directeur a rapidement pris la fuite, l'action a motivé les travailleurEs qui y ont participé et a fait parler dans toute l'usine. Plusieurs qui n'étaient pas venus, se sont dit qu'ils le feraient la prochaine fois. C'est ce genre d'action qu'il va falloir généraliser et faire converger pour défendre nos droits et nos emplois. **Propos recueillis par Jean Claude Vessillier animateur du blog NPA Autocritique**

25 NOVEMBRE Contre les violences sexistes et sexuelles, nous sommes toujours là

Cette année, les manifestations se sont réparties sur 3 journées : le 19 novembre à l'initiative du groupe Nous Toutes national, le 25 qui est la journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes et enfin le 26, samedi le plus proche du 25.

À Montpellier, environ 1500 personnes ont manifesté à l'appel de Nous Toutes 34, de différents collectifs et des syndicats le 19 novembre, dont 300 rassemblées dans un cortège anticapitaliste. Le 25, c'est une manifestation de nuit non mixte qui a réuni environ 300 personnes. À Nantes, deux manifestations également : environ 200 personnes le 19, plutôt des militantEs, et le 26, à l'initiative des milieux féministes radicaux. À Lille, Nous Toutes 59 a animé la tête de cortège, les syndicats et les partis étaient eux à la fin. La manifestation, très jeune, a rassemblé autour de 2500 personnes. À Bordeaux, deux manifestations aussi : environ un millier, plutôt jeune à l'appel de l'Assemblée générale féministe de Gironde à laquelle participe le collectif droit des femmes, des syndicats, des organisations politiques... et une manifestation de nuit le 25. À Paris, le cortège du 19 novembre a réuni plus de 50 000 personnes. Des manifestations se sont également déroulées à Toulouse, Montreuil, Perpignan, Marseille, Saint-Nazaire, Alençon, Besançon, Orléans, Grenoble... En général, la solidarité avec la lutte des femmes en Iran était visible. La France insoumise était très en retrait, voire absente, et même sortie du cortège comme à Marseille en raison de l'affaire Quatennens. Cette dispersion est liée à l'absence de structure légitime pour fédérer l'ensemble du mouvement autour d'une date et/ou de mots d'ordre. Le choix du 19 novembre permet à Nous Toutes d'être en première ligne médiatiquement mais n'est pas consensuel car il invisibilise en partie le TDoR (Transgender Day of Remembrance : journée du souvenir Trans le 20 novembre). La Coordination féministe avait, elle, choisi de privilégier le 25 malgré la difficulté à mobiliser un vendredi soir.



Dans la manifestation du jeudi 17 septembre. PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Construire l'unité la plus large pour un mouvement féministe large et massif

Les jeunes, en particulier les femmes et les LGBTI, sont en première ligne : les slogans, les pancartes, les prises de parole sont très radicales mais cela reste socialement restreint. En parallèle, les organisations syndicales et politiques peinent à mobiliser dans les entreprises et les quartiers populaires.

En tant que militantEs du NPA, là où nous intervenons, nous cherchons à construire l'unité la plus large pour que ces journées soient des points d'appui à la construction d'un mouvement féministe large et massif. Une des difficultés est l'absence de revendications claires, unifiantes et visibles pour lutter contre les violences. Cela est lié, d'une part, à l'absence de coordination du mouvement féministe et, d'autre part, au fait que les violences sont un des fondements du système capitaliste et patriarcal, ce qui conduit à disséminer les revendications contre les violences dans l'ensemble des sphères (travail, école, famille, justice...). L'autre difficulté importante est l'absence de structures organisées pérennes. Nous essayons de contribuer à résoudre ces deux obstacles dans les cadres auxquels nous appartenons (syndicats, assemblées féministes, associations...). L'aspect positif est qu'aujourd'hui, dans la jeunesse en particulier, ce mouvement est très radical et que ce que nous y défendons en tant que courant lutte de classe y trouve un écho important. Prochaine échéance : le 8 mars... Il nous reste trois mois pour construire la grève féministe!

Commission nationale d'intervention féministe

La Brèche**Un catalogue de livres de plus en plus fourni**

La Brèche édite de plus en plus de livres. Parmi eux des classiques comme le Programme de transition, de Léon Trotsky, publié initialement en 1938 à la veille de la Seconde Guerre mondiale et au plus fort des purges stalinienne.



Dans la même collection, on trouve également ses écrits sur le fascisme de 1930 à 1933, rassemblés sous le titre *Comment vaincre le fascisme?*, les textes de Rosa Luxembour *Grève de masse, parti, syndicat* ou encore le récit méconnu de Larissa Reisner sur l'insurrection avortée des travailleurs de Hambourg pendant l'occupation de la Ruhr par les militaires français en 1923. La justice allemande condamna ce livre (*Hambourg sur les barricades, une bolchévique dans la révolution allemande*) à être brûlé à sa parution en 1925, preuve que l'épisode qu'il raconte a quelque chose de décisif pour la lutte des classes. *Les Conférences sur la libération des femmes* d'Alexandra Kollontai montre tout le travail spécifique des femmes pour leur émancipation pendant la révolution russe. Avec Ernest Mandel, *L'Introduction au marxisme* sera toujours facile, et *La Révolution allemande* n'aura plus de secret! Enfin, il sera possible de découvrir l'histoire de la Quatrième Internationale (*Pour une histoire de la Quatrième Internationale*, de Livio Maitan) et de se familiariser avec la théorie critique (*La Révolution et nous. La formation de Théorie critique de 1789 à nos jours*, d'Alexandre Neumann).

– Léon Trotsky. *Le programme de transition*. Éditions la Brèche, 2022, 54 pages, 3 euros.

– Léon Trotsky. *Comment vaincre le fascisme?* Éditions la Brèche, 2002, 237 pages, 13 euros.

– Rosa Luxembour. *Grève de masse, parti, syndicat*. Éditions la Brèche, 2019, 8 euros.

– Larissa Reisner. *Hambourg sur les barricades, une bolchévique dans la révolution allemande*. Éditions la Brèche, 2020, 8 euros.

– Alexandra Kollontai. *Conférences sur la libération des femmes*. Éditions la Brèche, 2022, 13 euros.

– Ernest Mandel. *Introduction au marxisme*. Éditions la Brèche, 1983, 210 pages, 8 euros.

– Ernest Mandel. *La Révolution allemande. Trois conférences*. Éditions la Brèche, 2021, 7 euros.

– Ernest Mandel. *Sur la Seconde Guerre mondiale. Une interprétation marxiste*. Éditions la Brèche, 251 pages, 12 euros.

– Livio Maitan. *Pour une histoire de la Quatrième Internationale*. Éditions la Brèche, 2020, 14 euros.

– Alexandre Neumann. *La Révolution et nous. La formation de la Théorie critique de 1789 à nos jours*. Éditions la Brèche, 462 pages, 13 euros.

– *L'Internationale communiste et la Libération de l'Orient, Bakou 1920, Le Premier Congrès des Peuples de l'Orient*, Co-édition La Brèche & RaDAR. 198 pages et 12 euros.

À commander directement à La Brèche, 27 rue Taine, 75012 Paris, contact@la-breche.com ou 01 49 28 52 44.

Mercredi 7 décembre, Rencontre de La Brèche autour du livre *La norme gynécologique. Ce que la médecine fait au corps des femmes*, Paris 12°.

Avec l'auteur Aurélie Koechlin, à 19h, à la librairie, 27, rue Taine, métro Daumesnil.

Jeu 8 décembre, Rencontre de La Brèche autour du livre *Une féministe révolutionnaire à l'atelier*, Paris 12°.

Avec l'auteur Fabienne Lauret, à 19h, à la librairie.

Une société de conseil a été grassement payée pour aider à l'organisation de ces événements, et son dirigeant est connu pour avoir aidé Macron à lever des fonds pour sa campagne de 2017. Sous couvert de réunir le gratin régional dans des lieux de prestige afin de « créer des synergies », seul élu présent à ces soirées (!), il semble bien que l'ambitieux prépare aussi, et surtout, sa candidature pour 2027. Et quand il s'agit de justifier le coût de ces rencontres, Wauquiez dit : « Je vous rappelle les grandes masses ; la masse financière de la Région, c'est 4 milliards. La préoccupation de nos compatriotes, c'est de savoir si on augmente les taxes et les impôts ». Outre qu'il fait passer les préoccupations des patrons pour celles des masses, on notera sans surprise que pour lui l'argent n'a aucune valeur absolue. Les riches cyniques raisonnent toujours ainsi. Peu importe le gaspillage ou le vol d'un million d'euros, pourvu que le larcin soit noyé dans un milliard!

Plus récemment, c'est le *Canard enchaîné* qui affirme que l'épouse d'Éric Ciotti, autre droitier ambitieux au sein de LR, aurait cumulé plusieurs emplois grassement rémunérés aux niveaux de l'Assemblée, de la ville de Nice et du département des Alpes-Maritimes. Une affaire « penelopeque » dit-on en référence à l'épouse de François Fillon. Encore un droitier ambitieux venu de LR, mais aussi très malheureux puisque l'affaire des emplois fictifs de sa femme lui a fait perdre l'élection présidentielle, a mis fin à sa carrière politique, et lui a valu une condamnation notable en appel : quatre ans de prison dont un ferme, 375 000 euros d'amende, et dix ans d'inéligibilité. Le crime ne paye pas toujours. Mais pour un Fillon, combien d'autres?

Et puis, que dire de la mise en examen d'Alexis Kohler pour prise illégale d'intérêts? Le tout-puissant secrétaire général de l'Élysée

Dans le cadre de la grève de 15 mois des 150 postières et postiers du 92 en 2018-2019, le droit pour Gaël de maintenir son intervention syndicale dans les centres postaux malgré son licenciement avait été arraché et même reconnu dans les tribunaux. Son salaire a été maintenu par la solidarité depuis et il a été embauché par l'association de soutien « Les Ami.e.s de Sud Poste 92 ».

Enchaînement de procédures au pénal pour bâillonner Gaël
Comme La Poste ne peut plus monter de procédures disciplinaires contre lui, elle fait tout pour que les procédures pénales se multiplient à son encontre. À chaque fois sur la base de faux témoignages qui essaient de faire passer des actions collectives de grève (prises de parole dans des bureaux de poste, occupation du siège social par les grévistes pour demander des négociations) pour des violences.

Le danger était donc l'enchaînement d'une première condamnation en novembre avec une deuxième en décembre à l'occasion du procès devant la Cour d'appel de Versailles,

Souscription 2022
Pour une gauche de combat, soutenez le NPA!

Mediapart a révélé le mois dernier que Laurent Wauquiez, l'actuel président LR de la région Auvergne-Rhône-Alpes, organise de somptueux « dîners au sommet » aux frais du contribuable. Alors que certains budgets publics sont à la peine, le coût par tête de ces rencontres s'élève à 1110 euros, soit l'équivalent d'un Smic.



aurait, depuis bien longtemps, gardé secret ses liens familiaux avec les principaux actionnaires du groupe de transport maritime MSC, alors même que ses fonctions lui permettaient d'intervenir au plus haut niveau en faveur de cette multinationale. Il n'est d'ailleurs pas le seul au sein de l'exécutif à être poursuivi pour des délits financiers. Sébastien Lecornu, ministre de Armées, et Olivier Dussopt, ministre du Travail, sont eux aussi empêtrés dans des affaires de prise illégale d'intérêts. Richard Ferrand, ancien président de l'Assemblée nationale, également. Et, plus à droite sur l'échiquier, au RN, c'est tout un système de financement politique délictueux depuis dix ans qui a fait

l'objet d'un procès en appel le mois dernier. N'en jetez plus, la liste est interminable.

La place manque ici, et parfois même la mémoire. Certes, toutes ces affaires diffèrent en nature et en gravité, et parfois de très loin. Mais elles révèlent toutes le rapport au pouvoir et à l'argent du personnel politique de la bourgeoisie. Rendez l'argent!

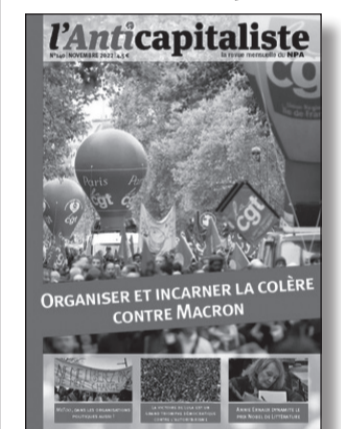
Certains esprits exigeants nous rappelleront que le compte de campagne de Jean-Luc Mélenchon continue de susciter des ennuis judiciaires à plusieurs figures de La France insoumise. C'est vrai, même la gauche anti-libérale n'est pas épargnée par les affaires politico-financières. Mais peut-être

touche-t-on ici aux contradictions profondes des courants politiques réformistes qui considèrent que le système pourrait être simplement modifié de l'intérieur. Ce type d'affaires nous rappelle que c'est bien plutôt le système qui change ceux qui refusent de le renverser. **Et pour cela, le NPA a (aussi) besoin de vos dons!**

<https://souscription.npa2009.org>

L'Anticapitaliste la revue

Le n°140 est disponible



Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à :

L'Anticapitaliste,

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.

Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 12.

Répression**Relaxe pour Gaël: la première manche est gagnée**

Une excellente nouvelle: Gaël Quirante, secrétaire départemental de Sud activités postales 92, a été relaxé vendredi 25 novembre pour l'occupation du ministère du Travail en mai 2018 et la supposée « violence » à l'encontre d'un vigile du ministère. Une violence totalement imaginaire, à l'opposé de celle de la police qui ce jour-là avait brutalement repoussé les grévistes et s'était jetée sur Gaël pour l'emmener au commissariat.



PHOTO THÈQUE ROUGE / JMB

où là encore Gaël était faussement accusé de « violence ». Dans le cas de figure d'une condamnation même faible, la version de la direction de La Poste qui tente de faire passer Gaël pour un élément violent aurait été accréditée. Là, avec la relaxe, la manœuvre tentée contre Gaël est discréditée: les témoignages des vigiles du ministère du Travail sont contradictoires entre eux et démentis par les vidéos prises le jour de l'entrée des grévistes dans la cour du ministère à Paris.

Pas de prison pour Gaël!

Maintenant il faut arracher la relaxe pour l'autre procès au pénal, où Gaël risque 6 mois de prison avec sursis à la suite de faux témoignages de

deux cadres, là encore pour des faits liés à la grève de 2018: les cadres qui tentaient en toute illégitimité d'empêcher les grévistes, dont Gaël, d'entrer dans le centre de Neuilly pour y informer les salariés, ont inventé de toutes pièces une histoire de vol de portable, pour les besoins de la cause patronale.

Aucune preuve n'a été avancée par ces cadres, seules leurs déclarations avaient mené à une condamnation à 3 mois de prison avec sursis en 2019 pour Gaël. L'audience en appel le 14 novembre dernier a bien montré que les grévistes et SUD Poste 92 avaient demandé le jour même les images de la vidéosurveillance et que ces images n'ont jamais été fournies par La Poste. De même, il a été mis en lumière que La Poste est coutumière de la méthode du faux témoignage.

Alors, pour exiger la relaxe de Gaël, rendez-vous le 5 décembre à 13 h 30 au 5, rue Carnot à Versailles à l'occasion du délibéré (décision des juges).
Hakim Guessou

Roman graphique

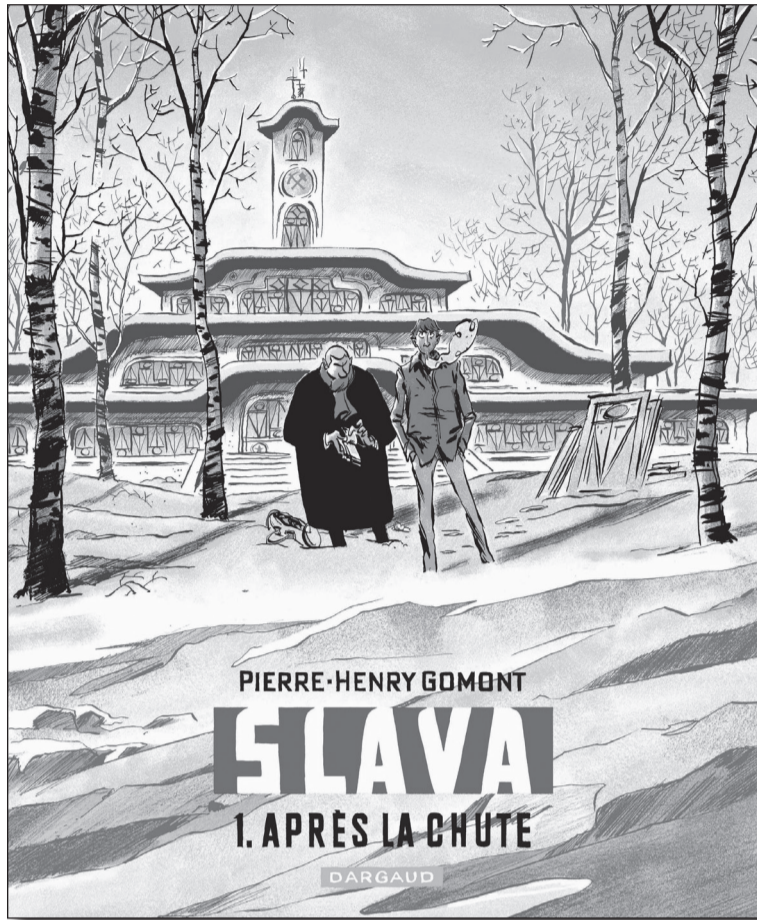
Slava — Après la chute (tome 1)

Scénario et dessins de Pierre-Henry Gomont, Éditions Dargaud, 104 pages, 20 euros.

Années 1990. L'URSS vient de s'effondrer. La Russie d'Eltsine est livrée en pâture au capitalisme le plus sauvage. Les richesses du pays qui, en théorie, appartiennent au peuple, sont attribuées aux bureaucrates liés à la mafia devenus oligarques surpuissants, pilliers et voraces. La corruption s'affiche, s'étale et s'impose en système partout dans le pays. Deux jeunes pilliers, Dimitri Lavrine, un petit affairiste, et son ami, Slava Segalov, un artiste raté, tentent de participer à ce festin de corruption. On suit avec délectation leurs mésaventures rythmées par la rencontre du peuple d'en bas, de personnages hauts en couleur et surtout de Nina. *Slava* est une saga en trois tomes qui brosse le portrait d'un pays déboussolé, qui amorce une transition incertaine, et annonciateur de la Russie d'aujourd'hui.

Du petit commerce mafieux...

Slava et son ami Dimitri « font du commerce ». Dans un décor qui fait la part belle à l'immensité des espaces russes autant qu'aux vestiges luxueux de l'architecture soviétique, nos « pieds nickelés » pillent les anciens sites industriels et les palais soviétiques (marbre, bois rare, luminaires, tableaux, robinetterie de luxe et autres babioles) pour de riches commanditaires de l'oligarchie. Dimitri est un trafiquant sans scrupules. Selon lui, tout s'achète et tout se vend tandis que Slava est un artiste qui a renoncé à ses rêves de gloire et tente de se faire une place dans ce monde pourri qui s'ouvre à eux. Il suit néanmoins



Dimitri à contrecœur. Après avoir récupéré, dans un bâtiment à l'abandon, tout ce qui peut se monnayer, les deux compères prennent le chemin de la ville dans leur camionnette chargée à bloc. Mais trois mafieux armés de mitraillettes les attendent dans un col. Embardée de la camionnette. Les brigands vont pouvoir les achever quand survient une jeune femme munie d'un fusil à lunette¹. Nina se débarrasse des

mafieux et amènent nos « héros » dans son refuge à travers le froid de la montagne enneigée.

... à l'oligarchie criminelle, impérialiste et anti-ouvrière

Nina squatte, avec des ouvriers, la demeure de l'ancien directeur d'une mine en liquidation. Dimitri convoite immédiatement les richesses du palais en vue de les vendre mais Nina et ses camarades mineurs ont une idée bien

différente en tête. Un oligarque doit racheter la mine pour une bouchée de pain pour ensuite la liquider. Les mineurs ne le veulent pas et veulent surenchérir pour garder l'outil de travail. Pour cela, ils ont besoin que nos « pieds nickelés » vendent quelques-unes de leurs machines modernes à une autre mafia. Avec l'argent, ils pourront racheter la mine même si les ouvriers devaient reprendre la pioche pour continuer à vivre de leur travail. Voilà Slava, Dimitri, Nina et son impressionnant garde du corps Volodia partis en ville pour tenter l'affaire. Mais la machine mafieuse qui est puissante et sans pitié ne se rencontre pas aussi aisément que l'avait prétendu le « petit » affairiste Dimitri...

Un drame politique sur un ton enjoué superbement mis en dessins

L'ouvrage fourmille de trouvailles graphiques et les « lettrés » pourront par exemple se délecter des onomatopées rouges en alphabet cyrillique. La mise en scène dans les montagnes ou dans la grande ville est très proche d'un western, avec ce qu'il faut d'humour décalé quand le fond politique est toujours présent. Celui d'un chaos où règne l'impunité et où la restauration du capitalisme ne se passe pas comme chez les bisounours et où le sang coule. Comme le dit l'auteur Henry Gomont, les années Eltsine expliquent bien la politique impérialiste de Poutine qui a suivi en Ukraine aujourd'hui mais ça, ça sera pour les deux tomes suivants. À suivre donc...

Sylvain Chardon

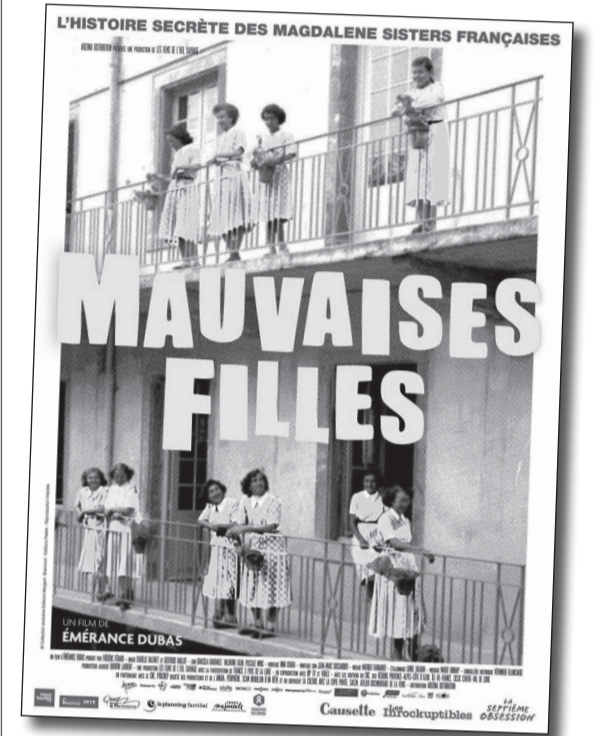
1-On peut douter que ce soit vraiment par hasard...

Documentaire

Mauvaises filles, de Émérance Dubas

Film français, 71 min, sorti le 23 novembre 2022.

Édith, Michèle, Eveline, Fabienne et Marie-Christine partagent d'avoir un jour été remises par la justice — ou par leurs parents — aux « bons soins » de maisons de correction tenues par des religieuses. Privées de leur personnalité, de leur identité, de leur singularité, interdites d'émotion, d'affection, d'échanges entre elles.



« Je me souviens de cette grande porte lourde »

« Et puis des murs, après c'était que des murs ». Isolées du monde, car « la rue c'est le péché », elles subissent de mauvais traitements — « ces escaliers-là, quand ça n'allait pas, on les montait à genoux, et les bras en croix » — l'arbitraire — « Je me souviens des punitions collectives » — et le mensonge. Pour les plus récalcitrantes, la cellule, le mitard !

Ces femmes ne se plaignent pas, elles se montrent fortes et fières — elles s'en sont sorties ! Si elles paraissent ne pas concevoir de haine, leurs yeux semblent scander : on n'oublie pas, on ne pardonne pas ! Elles se sont reconstruites, assument leur passé, ses douleurs, ses combats. Le film est manifestement un jalon sur ce chemin. Une réalisation subtile et un montage ciselé restituent à chacune d'elles sa singularité en l'inscrivant de façon spécifique dans l'enchevêtrement des témoignages. Leur identité est doucement révélée. Jusqu'à leur prénom qui nous est dévoilé comme par inadvertance. Chacune trouve sa place !

« Les guerrières se sont battues pour exister ! »

Édith, une voix dans le noir, devient la récitante de la visite d'une institution ruinée, hantée par ces existences brisées... Eveline, elle, découvre dans son dossier les traces d'une histoire maquillée. Elle ne détourne pas les yeux quand la réalisatrice ose le très gros plan qui la révèle. Michèle paraît avec ses doutes, un brin de culpabilité, un soupçon de douce ironie, au milieu de ses petites-filles qui l'entourent de tant d'amour ! Elle recourt à sa plume pour convoquer ses souvenirs les plus difficiles. Fabienne la rebelle, en robe rouge devant son piano blanc, Fabienne la fugueuse, condamnée au mitard, Fabienne résolue à la mort, mais non... « Quand tu es jeune, tu résistes à tout... en tout cas moi ! » dit-elle, sourire crispé, presque une larme... Une grande salle blanche aux colonnes noires, vers la lumière... Voix d'Édith : « Aujourd'hui, j'me guéris, tout doucement, j'suis obligée... Je suis contente que vous soyez passées, parce que il restera des traces de cette vie de chien ! »

Claude Moro

Essai

La terreur féministe : petit éloge du féminisme extrémiste, d'Irene

Éditions Divergences, 128 pages, 14 euros. Vient de sortir en poche (Points, 112 pages, 6,90 euros).

Irene, jeune militante basque espagnole et française, se qualifie comme féministe extrémiste. Son essai d'une centaine de pages commence sur les réactions hostiles ou apeurées dans la presse de droite ou d'extrême droite concernant les luttes féministes, d'où le titre. À partir de là, elle discute d'une réponse courante, peut-être un peu trop défensive, comme quoi le « féminisme n'a jamais tué personne » contrairement au « machisme qui tue tous les jours ».

Légitime défense

En fait, le « féminisme » a déjà tué, même si c'est en état de totale légitime défense, dans des situations de survie. Irene raconte quelques histoires dramatiques, en Espagne, en France, en Amérique latine, de femmes battues par leurs maris durant des décennies et qui ont fini par le tuer, une manière radicale de régler le problème certes mais parce qu'il n'y en avait pas d'autres. Le problème est ici posé de ces femmes laissées seules,



sans défense, sans aide, face à la violence de la domination masculine, face au pouvoir d'hommes, à leur brutalité, sans possibilité de justice, à part, au bout du bout, de la rendre soi-même. Mais la « violence » du féminisme ne comprend pas seulement des

actes de survie individuelle. Le mouvement féministe n'est pas seulement pacifiste. Il a aussi été violent, il est important de le rappeler, et comme toute lutte contre les oppressions, des formes radicales, « extrémistes » ou violentes sont une nécessité. Car c'est ainsi que les opprimés se font entendre des oppresseurs, se font craindre surtout.

Le précédent des « suffragettes »

Même si la lutte pacifique est une méthode importante et qui peut être efficace, il n'y a aucune raison de refuser les stratégies plus violentes. Irene cite l'exemple de la lutte en Angleterre au début du 20^e siècle, pour le droit de vote des femmes. Les militantes « suffragettes » ont utilisé plusieurs formes de luttes, d'abord pacifiques, en intervenant dans les meetings, en diffusant des tracts... Un mouvement radical qui, face à l'absence de réponse du pouvoir, va organiser des coups d'éclat, des actions fortes en brisant des vitrines, en incendiant des

locaux, en agressant même des politiciens. Emeline Pankhurst et ses camarades de lutte, malgré la répression, les amendes et la prison, vont pendant quelques années organiser un mouvement de révolte qui finira par payer. Elles obtiendront le droit de vote pour toutes une dizaine d'années plus tard.

Une violence nécessaire

Alors oui la violence des opprimés est utile et même nécessaire. En vrai, il n'y a pas vraiment le choix, dans une société violente, face aux dominations de classe ou de genre, face aux oppressions, à l'exploitation, aux injustices nombreuses, la dignité et le respect des dominés, exploités, opprimés, la survie tout simplement, passent par la révolte, qu'elle soit individuelle ou collective, organisée ou pas, c'est comme on peut. C'est en pleine actualité de violences faites aux femmes, de reculs des droits à l'avortement, de surexploitation des femmes avec la précarisation notamment, mais aussi au moment d'un mouvement féministe dynamique et radical, que le livre d'Irene discute d'un aspect important de la lutte politique pour l'émancipation et l'égalité des droits, à savoir légitimer l'arme de la violence. Philippe Poutou

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA

librairie

★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris – Tél. : 01 49 28 52 44
Lundi : 14 h – 20 h, mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Nous demandons l'abolition de la chasse qui est une pratique inutile et absurde »

Entretien. Marion du NPA de l'Orne (61) fait le point sur les arguments que son comité a opposés à Christophe de Balorre, président départemental de la fédération de la chasse de l'Orne mais aussi président du Conseil départemental, qui est intervenu plusieurs fois dans la presse sur la chasse, la présentant même comme « un art de vivre ».

Vous avez démonté les arguments faux repris des associations pro-chasse de Christophe de Balorre. Commençons par le premier. La chasse est-elle un loisir ?

Pour nous, la chasse n'est pas un loisir, ni un sport ni un art de vivre. Tuer ne le sera jamais. Lorsqu'on aime le vivant on ne le préfère pas mort. Toute tradition n'est pas bonne à garder en particulier les traditions cruelles, irrespectueuses de la vie et néfastes pour la nature. Rappelons qu'une majorité de Français s'opposent à la chasse. Nous demandons l'abolition de la chasse qui est une pratique inutile et absurde, simple manifestation d'une pulsion mortifère.

Les chasseurs sont-ils nombreux ?

Non, ils représentent moins de 2% de la population. Ils sont 1,1 million en France. Cette minorité s'accapare la nature pour un loisir sordide, dangereux et bruyant au détriment de 27 millions de randonneurEs — soit 56% des FrançaisEs — et de 2 millions de cavalierEs, simples promeneurEs, cueilleurEs de champignons, amateurEs de photographie, sportifs... Il est vrai que la chasse représente un potentiel de 4 millions d'électeurEs. En 2021 la Fédération nationale des chasseurs a reçu 6,3 millions d'euros d'aides publiques ainsi que 28 millions d'euros de revenus. Cet argent a permis aux chasseurs de financer des activités de lobbying et de communication afin de défendre leur pratique d'un autre temps. L'enjeu électoral est immense.

1,1 million de chasseurs en France s'accapare la nature au détriment de 27 millions de randonneurEs

Que répondez-vous à ceux qui disent que les chasseurs protègent la nature des nuisibles ?

Les blaireaux ne sont pas nuisibles. Les dégâts aux cultures qui seraient commis par les blaireaux sont rarement chiffrés et très exagérés. Pour les empêcher, des solutions de protection efficaces existent. Le blaireau est accusé de transmettre des maladies aux troupeaux mais cette accusation est scientifiquement controversée. Les chasseurs éliminent également des prédateurs naturels et auxiliaires⁴ utiles comme les renards, martres, fouines et belettes qui, de plus, s'auto-régulent. Les nuisibles ne sont pas ceux que l'on croit...

Les chasseurs ne protègent pas les cultures. Ils ne régulent pas la faune, ils la détruisent. Ils ont favorisé la prolifération des sangliers,

Un quart des animaux tués à la chasse provient d'élevages spécifiques

notamment en éliminant leurs grands prédateurs tels que le loup. La surpopulation des sangliers s'explique également par l'agrainage qui consiste à nourrir les sangliers en forêt pour les éloigner des cultures agricoles. Or, il est prouvé que le nourrissage artificiel favorise leur prolifération. Par exemple, la préfète de la Meuse a décidé en 2020 d'interdire l'agrainage et, après deux années seulement, la population de sangliers est en baisse, et les dégâts aux cultures ont diminué de 30%. Ce que les chasseurs ne sont jamais arrivés à faire. La plupart des espèces chassables étant en régression, un quart des animaux tués à la chasse — soit plus de vingt millions d'animaux — provient d'élevages spécifiques⁵. Ces animaux ne sont pas capables de se nourrir ni de se protéger, apportent des maladies liées aux élevages et perturbent les écosystèmes. Les chasseurs régulent donc des animaux d'élevage...

Les chasseurs se présentent parfois comme les premiers écologistes de France...

La meilleure façon de ne pas polluer la nature avec le plomb est l'interdiction de la chasse, tout simplement. Environ 22 millions d'animaux sont tués chaque année par les chasseurs en France. Les oiseaux représentent 80% des cibles alors que des études déplorent la disparition d'un tiers des oiseaux dans les campagnes françaises en quinze ans. Parmi les 64 espèces d'oiseaux chassables, une vingtaine est inscrite sur la liste rouge des espèces menacées. Les associations de protection du bien-être animal jugent aussi cruelles des pratiques comme la chasse à la glu et le déterrage des blaireaux. Enfin, ne parlons pas du caractère anachronique de la chasse à courre... Car, si la souffrance du gibier est souvent au cœur du débat contre la chasse, les chiens souffrent également. Ils affrontent des animaux agressifs car acculés, se prennent dans des barbelés et parcourent plusieurs dizaines de kilomètres. Les chasseurs prodiguent souvent eux-mêmes les soins et laissent les plaies s'infecter. Les conditions de vie de ces chiens peuvent aussi être des plus sordides...

Est-ce que la sécurité est la priorité des chasseurs ?

Pour beaucoup de Français, la présence des chasseurs lors de leur

randonnée suscite un sentiment d'insécurité. À raison, puisque qu'il n'existe aucun contrôle médical ou alcoolémique⁶ des chasseurs en France alors qu'ils utilisent des armes pouvant tuer à 3 kilomètres. Environ 150 accidents de chasse déclarés sont à déplorer chaque année. 9% des accidents de chasse sont liés à l'alcool. Chaque accident est un accident de trop. Rappelons que les chasseurs n'ont pas besoin d'alcool pour commettre des accidents, mortels ou non. En octobre dernier un chasseur ébloui pas le soleil a tiré sur une femme et ses deux enfants. Depuis l'ouverture de la chasse nous en sommes déjà à une vingtaine d'accidents dont deux mortels.

La France est l'un des seuls pays d'Europe à ne pas imposer un jour sans chasse⁷. Il y a 7 fois plus d'accidents de chasse le dimanche, jour où la nature est très fréquentée. De plus, les chasseurs interdisent à un grand nombre de promeneurEs et sportifEs l'accès à la forêt de manière arbitraire. Lors des rencontres avec

Il n'existe aucun contrôle médical ou alcoolémique des chasseurs en France alors qu'ils utilisent des armes pouvant tuer à 3 kilomètres

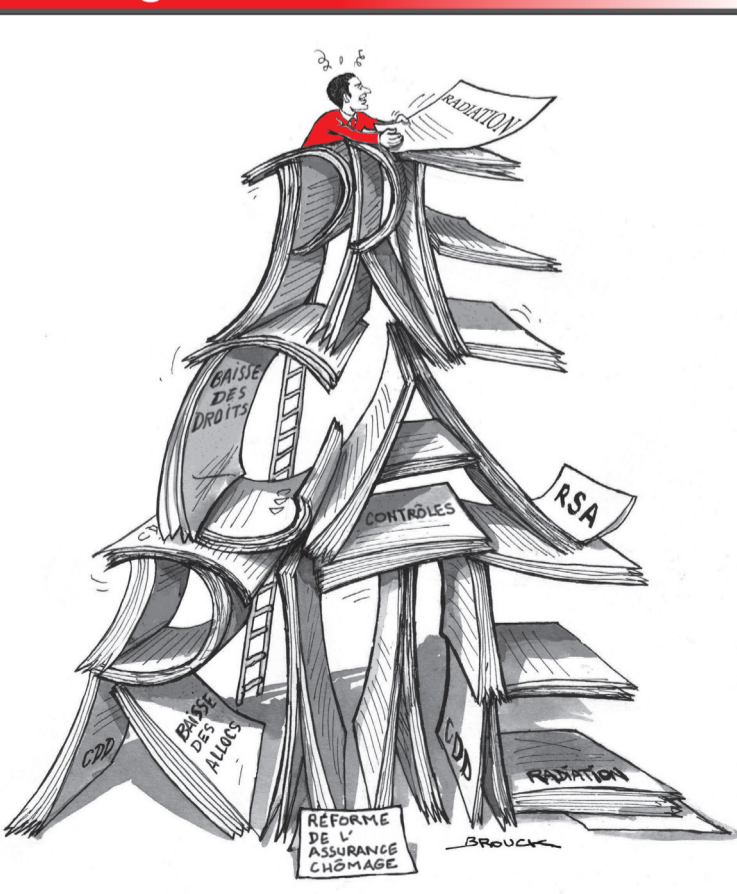
ne sont pas courtois, mais souvent agressifs et méprisants. 82% des FrançaisEs se déclaraient favorables à une interdiction le dimanche mais également un autre jour de la semaine. Un jour sans chasse est donc le minimum.

Que penses-tu de la proposition d'une application pour protéger les promeneurEs ?

Garder la vie grâce à une application mobile ? C'est ce que propose Christophe de Balorre. 1 Français sur 4 n'est pas équipé de smartphone. Que la sécurité des promeneurEs repose encore sur eux n'est pas normal. Se cacher derrière une solution technologique permet de se soustraire à toute décision politique, comme l'interdiction de la chasse, qui profiterait à l'immense majorité des FrançaisEs.

- 1 - https://actu.fr/normandie/flers_61169/chasse-pour-christophe-de-balorre-la-nature-contre-partagee-avec-les-promeneurs_54007587.html?fbclid=IwAR3ldYInzx44a9nR1nXctd9CfzZ_o3K8vX-IIRVsa3ktUfS2byn2pBhCQ
- 2 - <https://www.france-sans-chasse.org/abolition/la-chasse-une-maladie-mentale>
- 3 - <https://www.ipsos.com/fr-fr/seul-1-francais-sur-5-est-favorable-la-chasse>
- 4 - <https://me.asso.fr/communique-presse/le-renard-et-le-blaireau-deux-mal-aimées-a-rehabiliter-d-urgence>
- 5 - Source: syndicat national des producteurs de gibier de chasse (SNPGC)
- 6 - https://actu.fr/societe/l-alcool-est-il-compatible-avec-la-chasse-les-reponses-d-un-addictologue_54021830.html
- 7 - <https://www.aspas-nature.org/un-jour-sans-chasse-le-gouvernement-nen-veut-toujours-pas/>

L'image de la semaine



Vu ailleurs

L'Anticapitaliste PLUS DE 13 MILLIONS DE SALARIÉS EXPOSÉS À UN OU PLUSIEURS FACTEURS DE PÉNIBILITÉ. Depuis le 1^{er} janvier 2015, il existe un dispositif censé reconnaître l'exposition aux « facteurs de risques professionnels » : le C2P, compte professionnel de prévention, permettant aux salariés du privé d'accumuler des points selon leur exposition à certains de ces risques et, dans certaines conditions, d'anticiper leur départ à la retraite. Mais son bilan est bien maigre. En 2021, selon l'Assurance maladie, seuls 643 243 salariés ont été « déclarés exposés », et à ce jour, à peine 10 000 personnes ont pu utiliser leur C2P pour partir plus tôt à la retraite. Bien loin des 13,6 millions de salariés qui « ont été exposés à un ou plusieurs facteurs de pénibilité lors de la semaine précédant leur visite médicale », selon la direction des recherches du ministère du Travail (données 2017). Parmi les oubliés, des salariés du BTP, des ouvriers travaillant à la chaîne ou encore des employés de grande distribution. [...] « Dans le bâtiment, nous n'avons aucune reconnaissance de pénibilité », explique Grégory Garrido, 40 ans, maçon et chef d'équipe. Pourtant, on est exposé quasiment à tous les critères retirés en 2017. Le béton, par exemple, est un agent chimique dangereux. Si vous en laissez sur vous, vous serez brûlé bien comme il faut. Quant aux charges lourdes, nos sacs de produits font entre 25 et 30 kilos. Et comme ils sont plus légers qu'avant, au lieu d'en porter un vous en portez deux. Donc le poids, c'est le même. [...] Dans ma rémunération, il n'y a aucune prise en compte de tout cela. [...] Il faudrait qu'on puisse gagner des points ou des annuités en reconnaissance de tout ce qu'on fait. »

Frantz Durupt et Amandine Cailhol, « On trime au détriment de notre santé », *Libération*, 28 novembre 2022

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai : **12€ = 3 MOIS D'HEBDO** ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

S'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de NSPAC) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 35 €	<input type="checkbox"/> 1 an 70 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 25 €	<input type="checkbox"/> 1 an 50 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 60 €	<input type="checkbox"/> 1 an 120 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 45 €
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert		<input type="checkbox"/> 3 mois 12 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

S'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		
Hebdo	<input type="checkbox"/> 17,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 30 € par trimestre	

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/> 12,5 € par trimestre	Mensuel <input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	Hebdo + Mensuel <input type="checkbox"/> 22,5 € par trimestre
-------	---	---	---

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR4322554755
Date : Signature obligatoire :